

ÉDITION SPÉCIALE



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

# PERSPECTIVES

La parole aux experts sur la transition écologique et sociale

Trimestriel - numéro 6 - Avril 2023

sur la transition juste

## Faire la transition énergétique avec tous

EN COLLABORATION AVEC :





## LA TRANSITION JUSTE, IMPÉRATIF MORAL ET STRATÉGIQUE

La transition énergétique en cours nécessite des transformations industrielles, technologiques, sociétales et écologiques sans précédent. Elle génère des opportunités économiques par le déploiement de nouveaux secteurs bas carbone, et du fait des investissements de transformation considérables qu'elle va entraîner. Mais cette transition engendre aussi des risques sociaux pour les individus qui n'ont pas les capacités financières, l'expertise ou les informations suffisantes pour y faire face. Intégrer des éléments de justice sociale dans la transition est ainsi une condition sine qua non de sa réussite.

Cette transition dite juste, au cœur des débats sociétaux et de ce *Perspectives*, concerne donc au premier plan les individus et leur famille. Un deuxième niveau est celui des entreprises avec des secteurs qui vont devoir se transformer, s'adapter, voire disparaître, quand d'autres vont se développer pour servir l'économie bas carbone. Afin d'accompagner ces transitions, l'État a un rôle central à jouer en mettant en place des politiques publiques atténuant les effets négatifs de la transition et accélérant son impact positif. Enfin, l'échelle internationale est cruciale, notamment dans sa dimension Nord/Sud, avec des pays émergents ayant historiquement moins contribué au réchauffement climatique, mais qui en subissent souvent les impacts avec plus de force et doivent se transformer.

Dans ce contexte, *Perspectives* cherche à sensibiliser sur la transition juste en revenant sur les définitions du concept et en explorant différents points de vue d'experts. Ce numéro propose aussi plusieurs clés pour comprendre les aspirations et leviers des individus européens et de leur famille dans cette transition, en convoquant des sujets du quotidien. Il propose aussi des pistes aux différentes parties prenantes pour passer du discours à l'action en garantissant une forme d'équité.

**« NOUS SOMMES CONVAINCUS  
QUE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE  
NE POURRA ÊTRE UNE RÉUSSITE  
QUE SI LA SOCIÉTÉ DANS SON  
ENSEMBLE EST IMPLIQUÉE. »**

Même si nous n'avons pas toutes les réponses, nous sommes convaincus que la transition énergétique ne pourra être une réussite que si la société dans son ensemble est impliquée. En tant que banque, nous avons évidemment un rôle à jouer en répondant aux besoins d'investissements de la transition et en finançant des mécanismes de transition juste. À travers les régulations financières internationales et régionales, ainsi que grâce à notre dialogue quotidien avec nos clients,

entreprises et particuliers, nous sommes conscients de faire partie de la solution. Si le secteur financier européen soutient déjà la transition énergétique et l'inclusion sociale, il doit dorénavant réunir ces deux dimensions dans de nouveaux produits et services d'épargne, d'investissement et de financement.

Alors que nous sommes à un moment charnière pour notre planète, intégrer la transition juste au cœur des stratégies d'entreprises constitue un impératif moral autant qu'une nécessité stratégique.

Laurence Pessez, Directrice de la Responsabilité Sociale et Environnementale de BNP Paribas



## SUR UN FIL ENTRE DEUX PRÉCIPICES

**Les aides et accompagnements publics doivent cibler les ménages modestes afin à la fois d'accélérer la transition et d'inclure l'ensemble de la population.**

Atteindre la neutralité carbone en 2050 ne sera pas une sinécure. Pour y parvenir, il faudra non seulement associer l'ensemble des acteurs économiques, sociaux et territoriaux, mais aussi directement les ménages et les citoyens. Étant donné que rien ne bougera sans un large consensus et que cet objectif affectera autant nos choix individuels que collectifs, toute la population doit dès à présent être impliquée. La transition doit s'immiscer dans la vie de chacun-e d'entre nous.

Changer sa chaudière, isoler son logement, acquérir un véhicule propre... Dans un contexte économique tendu et inflationniste, ces investissements seront difficiles à financer pour les plus modestes. En outre, ils impliquent de revoir nos habitudes et modes de vie, notamment pour les ménages piégés dans la dynamique d'étalement urbain et très dépendants de la voiture thermique.

Autant il importe que ceux qui ont les moyens de financer ces investissements soient poussés à le faire, autant il faut concentrer les aides et accompagnements publics sur les ménages modestes. À défaut, ce serait prendre le risque de nouvelles tensions sociales, comme le mouvement des gilets jaunes en France, et perdre un temps précieux sur un agenda déjà très tendu.

Nous avançons ainsi sur un fil entre deux précipices : d'un côté, celui de l'inaction, de l'autre, celui d'une action brouillonne et précipitée. Pour avancer, nous devons identifier les résistances afin de proposer une politique écologique efficace, juste et inclusive. C'est pour cette raison que l'enquête présentée dans ce numéro de *Perspectives* est particulièrement intéressante.

Thierry Pech,  
Directeur général  
Terra Nova



## ALLIER EFFICACITÉ, JUSTICE ET ÉQUILIBRAGE

**Sept Européens sur dix se déclarent anxieux par rapport au changement climatique.**

La lutte contre le réchauffement climatique est la grande affaire de ce siècle et concerne l'avenir de l'humanité. Rarement un tel enjeu aura été aussi crucial et complexe à traiter. Il affecte notre niveau et nos modes de vie, nos croyances, il suppose de réaliser ce qu'il y a de plus difficile à faire, changer nos comportements. Il expose les plus vulnérables qui ne sont pas, loin de là, les plus responsables. Il nécessite de trouver le bon tempo dans la transition à venir, d'identifier les leviers et les freins, d'identifier qui accompagner prioritairement et comment, de clarifier ce que les populations peuvent supporter, ce qu'on peut leur imposer et ce qu'il faut encourager. Bref, la tâche est immense et nous n'y parviendrons que si la transition climatique est perçue comme impérative (ce qui est déjà largement le cas) et juste (ce qui l'est moins).

Un tel défi nécessite un dispositif d'écoute et d'analyse exceptionnel. L'étude sur la transition juste mise en place par BNP Paribas y contribue : 10 pays européens sondés, près de 10.000 personnes interrogées et un questionnaire abordant toutes les facettes d'une transition devant allier efficacité, justice et équilibre. Le message clé est qu'il y a urgence : 70% des Européens interrogés se disent anxieux vis-à-vis du changement climatique et de ses conséquences. 59% se déclarent personnellement touchés dans leur région. Et le réchauffement climatique constitue le deuxième grand sujet de préoccupation personnelle, derrière le pouvoir d'achat, mais loin devant l'avenir des services publics, la sécurité, l'immigration, la montée des inégalités ou le chômage... Bonne lecture d'une enquête riche et variée, qui fait tomber quelques idées préconçues, dérange parfois et aborde les problèmes en profondeur.

Brice Teinturier,  
Directeur général délégué  
Ipsos



# Table des matières

## Ensemble pour une transition plus juste

- 5 Les Européens veulent une transition juste
- 5 Bref historique du concept de transition juste

## Résumé de l'enquête : un regard inédit sur la transition

- 6 Individus : entre risques d'inégalités et avantages sociaux d'une économie plus sobre
- 6 Les entreprises en font-elles assez ?
- 7 La transition juste nécessite des politiques sur-mesure
- 7 Transcender les clivages géopolitiques

## Pouvoir d'achat et réchauffement climatique au coeur des préoccupations des Européens

- 8 Les principale préoccupations
- 8 Actions individuelles : l'engagement dans la lutte contre le changement climatique
- 8 Réchauffement climatique versus pouvoir d'achat: quelle priorité ?
- 9 L'efficacité des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique
- 9 Perception des inégalités générées par la lutte contre le réchauffement climatique
- 9 Impacts socio-économiques de la transition énergétique

## Partie 1 : les Européens en quête de soutien

- 10 Les jeunes inquiets, mais prêts à faire davantage d'efforts
- 10 Ressenti sur le niveau d'efforts demandé pour la transition énergétique
- 11 Portrait des réfractaires
- 11 Niveau d'anxiété vis-à-vis du changement climatique
- 12 Une perception contrastée de la transition énergétique en Allemagne
- 12 La perception des secteurs d'activité avantagés par la transition énergétique
- 12 Impacts économiques de la transition énergétique
- 13 Transports en commun, pistes cyclables et véhicules électriques plébiscités par les Européens
- 13 Transport & mobilité : efficacité perçue de différentes mesures
- 14 Rénovation énergétique des logements : jouer sur l'incitation autant que sur la coercition
- 14 Rénovation énergétique des logements : efficacité perçue de différentes mesures
- 15 Les banques peuvent aider les particuliers à lisser les coûts de la transition
- 15 Accompagner les clients les plus vulnérables
- 16 La transition passera par une consommation accessible et durable
- 16 Consommation du quotidien : efficacité perçue de différentes mesures
- 17 La transition repose sur les acteurs institutionnels selon les Polonais
- 17 L'impact ressenti du changement climatique
- 18 Concilier fin du monde et fin du mois
- 18 La finance inclusive au service de la résilience

## Partie 2 : les entreprises entre menaces et opportunités

- 19 Les entreprises peuvent agir beaucoup plus rapidement et radicalement
- 19 La transition énergétique permet d'attirer de nouveaux talents, en quête de sens et d'un meilleur alignement entre leurs valeurs et celles de l'entreprise
- 20 Aider les entreprises à donner la priorité à l'impact social
- 20 Perception des secteurs d'activité avantagés et pénalisés par la transition énergétique
- 21 Développer les compétences pour faire face à la crise climatique
- 21 Impacts socio-économiques de la transition énergétique
- 22 Un virage décisif pour l'économie
- 22 Le secteur automobile doit se réinventer
- 22 Un label pour financer la transition juste
- 23 Intégrer la transition juste dans les produits financiers
- 23 Une approche systématisée des enjeux sociaux

## Partie 3 : renforcer l'adhésion citoyenne

- 24 Conventions citoyennes et transition juste
- 24 Implication perçue de différents acteurs dans la transition énergétique
- 25 Assurer une transition juste pour permettre à l'Europe de renforcer son leadership de la décarbonation
- 25 Mesures à mettre en place pour réaliser une transition énergétique juste
- 26 Pas de transition environnementale sans adhésion sociale
- 26 Le Luxembourg veut impliquer l'ensemble de la population

## Partie 4 : pour une transition juste et mondiale

- 27 Des partenariats essentiels entre États, institutions financières et acteurs de l'économie réelle
- 27 Vulnérabilité et responsabilité du changement climatique
- 28 Les ambitieux plans de transition juste de l'Afrique du Sud
- 28 Responsabilité historique du changement climatique
- 28 Inégalités climatiques
- 29 La transition juste dans les pays en développement
- 29 Responsabilité et rythme de la réduction des émissions de gaz à effet de serre

## Pour aller plus loin : la transition doit être juste et durable

- 30 Une perspective économique de la transition juste

## 31 Colophon et sources

## 32 Les cinq leviers des banques pour une transition juste

# Ensemble pour une transition plus juste

Face aux inégalités engendrées par la transition, tous les acteurs doivent se mobiliser pour la rendre plus inclusive et plus équitable.

## Les Européens veulent une transition juste

**Le changement climatique est une des principales préoccupations des Européens. Ils réclament ainsi une transition rapide, mais redoutent qu'elle fragmente la société.**

### L'urgence climatique ne fait plus débat

Dans une période où le pouvoir d'achat constitue la première préoccupation au quotidien, les citoyens européens restent néanmoins pleinement conscients de l'urgence climatique. Elle arrive en deuxième position de leurs sujets d'inquiétude. Plus des deux tiers se déclarent anxieux vis-à-vis du changement climatique.

### Des habitudes qui commencent à changer...

Les Européens ont commencé à intégrer de nouvelles habitudes, que ce soit dans les domaines du logement, de la mobilité ou de la consommation : 79% réduisent le chauffage chez eux, 64% limitent leurs déplacements en voiture, 52% déclarent avoir diminué ou arrêté de consommer de la viande. Ces changements ne sont pas uniquement motivés par leur impact environnemental : la dimension économique joue aussi un rôle important dans un contexte de flambée des prix de l'énergie notamment.

### ... malgré certaines réticences

À l'inverse, parmi les citoyens qui n'ont pas changé leurs habitudes au quotidien, nous pouvons observer une réticence à changer leurs modes de vie. C'est par exemple le cas de la consommation de viande : 63% de ceux qui n'ont rien changé ne souhaitent tout simplement pas le faire. Un tiers (37%) des Européens se montrent d'ailleurs très sceptiques sur les bénéfices de la transition

énergétique, estimant qu'elle aura davantage d'effets négatifs que positifs sur leur qualité de vie et leur bien-être. Par crainte d'être trop contraints ?

### Le risque d'une transition injuste

Les Européens sont très divisés lorsqu'il s'agit d'évaluer le niveau d'efforts qui leur est demandé dans le cadre de la transition énergétique. Un tiers estime qu'on leur en demande trop, un tiers pas assez et un tiers est satisfait. Cette dichotomie transparaît aussi entre des catégories perçues comme plus « polluantes » et agissant peu d'une part (grandes entreprises et personnes aisées) et celles considérées comme plus « sobres » et aussi plus pénalisées (personnes modestes et PME notamment). Le risque d'inégalités sociales générées par la transition est perçu comme élevé. En particulier entre ceux qui sont obligés de se déplacer en voiture et les autres : 69% y voient un risque d'inégalités.

### Solutions contraignantes moins acceptées

Pour impliquer les citoyens dans la transition énergétique, ceux-ci privilégient les incitants financiers (76% les jugent efficaces). Les mesures plus contraignantes, comme les taxes, sont moins acceptées et considérées comme inefficaces par 28% des citoyens, laissant présager des réactions hostiles en cas de mise en place. Un chiffre résume finalement l'urgence de ne laisser personne de côté : plus de la moitié (55%) des Européens craignent que la transition énergétique ne fragmente davantage la société. Il est donc impératif de prendre en compte la vulnérabilité et l'impact plus élevé subi par certaines populations.

## Bref historique du concept de transition juste

Un concept syndical et académique repris par les autorités publiques et les entreprises.



## Définitions & grands enjeux

# Un regard inédit sur la transition

Notre enquête exclusive a pris le pouls des Européens face à la transition énergétique. Entre urgence et craintes, il est plus que jamais temps d'emprunter la voie juste.

## Individus : entre risques d'inégalités et avantages sociaux d'une économie plus sobre

par **Antoine Sire**,  
Directeur de l'Engagement  
d'entreprise chez BNP Paribas



**La transition est source d'opportunités et d'inégalités. Les pouvoirs publics et les entreprises doivent veiller à la rendre équitable entre les individus.**

À l'échelle individuelle, la transition juste concerne avant tout des éléments du quotidien : habitation (rénovation énergétique), mobilité (passage à l'électrique) et consommation (alimentation, habillement, loisirs). Ce qui en fait une source potentielle d'inégalités : les classes favorisées pourront en effet financer ces transitions individuelles tandis que les classes défavorisées n'en auront pas les moyens. Le durcissement des normes environnementales confronte ainsi les personnes modestes à un risque de paupérisation, ce qui peut favoriser l'émergence de conflits sociaux (comme le mouvement des Gilets jaunes). La transition juste concerne aussi le travail, en particulier pour celles et ceux qui sont actifs dans les secteurs les plus affectés (charbon, pétrole...).

Cependant, la transition juste offre aussi des opportunités. Les investissements dans les énergies renouvelables peuvent créer de nouveaux emplois dans des secteurs en pleine croissance. En outre, la transition vers une économie plus durable et plus sobre peut entraîner des réductions des coûts pas seulement énergétiques, pour les particuliers. Elle peut enfin offrir des avantages en termes de santé via la réduction de la pollution ainsi que la promotion d'une alimentation saine et d'un mode de vie actif. Enfin, de nombreux emplois peuvent être liés à la transformation de nos modes de production et de consommation qui accompagnent la transition : économie circulaire, agriculture raisonnée...

Les individus peuvent jouer un rôle actif dans la réussite de la transition juste. Pour ce faire, ils doivent s'impliquer dans les processus décisionnels au sein des entreprises et/ou au niveau des pouvoirs publics pour garantir que les mesures prises par ces acteurs soient équitables. Afin de maximiser les opportunités et de minimiser les risques, il est important que les pouvoirs publics et les entreprises mettent en place des aides et programmes soutenant la formation et la reconversion professionnelle, protégeant les travailleurs et garantissant que les efforts de la transition soient partagés équitablement.

## Les entreprises en font-elles assez ?

par **Cécile Moitry**,  
Chief Sustainability Officer,  
Global Banking EMEA chez BNP  
Paribas



**Le concept de transition juste est encore assez récent. Mais même à ce stade, les entreprises pourraient faire davantage pour l'intégrer dans leurs stratégies et leurs actions.**

C'est l'une des conclusions de [l'évaluation pilote de la transition juste](#) par la World Benchmarking Alliance. La WBA a évalué 180 entreprises (issues de trois secteurs : pétrole et gaz, électricité et industrie automobile) sur la base de ses propres indicateurs de transition juste. Cinq conclusions principales en sont ressorties :

- 1. La grande majorité des entreprises fortement émettrices ne parviennent pas à prouver leurs efforts en faveur d'une transition juste.**
- 2. Les personnes les plus exposées sont tenues à l'écart des décisions qui affectent leur avenir.**
- 3. Les entreprises doivent investir dans la requalification des travailleurs afin d'éviter que leur main-d'œuvre devienne inadaptée.**
- 4. Les entreprises n'utilisent toujours pas leur influence pour protéger leurs collaborateurs, gérer les impacts sociaux et plaider en faveur d'une transition juste.**
- 5. Une transition juste doit s'appuyer sur le respect des droits humains par les entreprises.**

La WBA a souligné qu'en l'absence de transition juste, les conséquences seraient sombres et pourraient mettre en péril l'emploi de millions de travailleurs.

Toutefois, la transition juste est un concept relativement récent pour la plupart des entreprises, qui n'est pas encore pleinement intégré dans leurs ambitions et leurs stratégies. La bonne nouvelle est que leur capacité d'adoption est élevée et que le rythme de mise en œuvre pourrait s'avérer plus rapide que prévu, comme cela a été le cas pour d'autres sujets tels que la neutralité carbone.

Une plus grande attention doit certainement être accordée aux aspects sociaux de la transition juste. Une étude thématique récente de BNP Paribas EXANE a mis en évidence la nécessité pour les entreprises de traiter leurs travailleurs de façon plus équitable et de placer le capital humain au centre de leurs investissements ESG.



## Définitions &amp; grands enjeux

## La transition juste nécessite des politiques sur-mesure

par **Marc Ringel**,  
Directeur de la Chaire sur le développement durable et la transition climatique à Sciences Po



**Les gouvernements doivent mettre en place de nouvelles politiques publiques et notamment un système de suivi de la précarité énergétique, car les indicateurs existants ne sont ni harmonisés ni suffisamment détaillés.**

Face à la hausse des coûts de l'énergie, une mesure politique clé à court terme est l'instauration de subventions et de transferts en faveur des personnes en situation de précarité énergétique. Toutefois, même si cela permet d'atténuer cette précarité, cela ne permet pas de remédier aux causes profondes du problème. Pour ce faire, les gouvernements devraient encourager les mesures réduisant la consommation, telles que l'isolation des bâtiments et l'utilisation d'appareils et d'éclairages efficaces. À court et moyen terme, la hausse des investissements dans les énergies renouvelables va

modifier la structure de production d'énergie. Les coûts marginaux seront plus faibles et les pics de prix dus à des pénuries de carburant disparaîtront. Cela permettra aux gouvernements d'améliorer la fiabilité, la résilience et la rentabilité de la production d'énergie.

Par ailleurs, des mesures politiques sont nécessaires pour accompagner les personnes vivant de l'extraction du charbon et les industries traditionnelles dépendant des combustibles fossiles.

- **Programmes de diversification de l'économie** : les gouvernements doivent élaborer des stratégies de transition qui encouragent les travailleurs et les entreprises à se diversifier dans des secteurs qui ne dépendent pas des combustibles fossiles, tels que les énergies renouvelables et l'hydrogène bas carbone.
- **Des programmes d'éducation et de formation personnels** sont nécessaires pour développer les compétences requises dans ces nouveaux secteurs et veiller à une meilleure adéquation de la main-d'œuvre.
- **Soutien économique et politiques sociales**

**spécifiques** pour atténuer les difficultés causées par la transition.

- **Engagement auprès des travailleurs, des entreprises et des communautés** pour s'assurer que la transition est gérée d'une manière équitable et acceptable pour tous.

Une transition climatique juste nécessitera d'importants compromis et des décisions politiques difficiles. Il peut s'agir de compromis entre le développement économique et la protection de l'environnement, ainsi qu'entre les intérêts des différentes parties prenantes. Une transition juste ne se limite pas à abandonner progressivement le charbon tout en soutenant les régions charbonnières et les travailleurs de cette industrie. L'abandon du moteur thermique au profit de la mobilité électrique bouleversera également l'ensemble de l'industrie automobile ainsi que ses fournisseurs. Les décideurs politiques devront trouver un équilibre en des intérêts parfois divergents tout en garantissant une transition juste pour les communautés et les travailleurs touchés par ces changements.

## Transcender les clivages géopolitiques

par **Thomas Friang**,  
Fondateur et Directeur général  
de l'Institut Open Diplomacy



**La transition juste est une question profondément géopolitique, car elle redéfinit les frontières de l'action climatique, le périmètre des efforts et la solidarité internationale.**

Souvent cantonnée aux aspects nationaux, une transition juste s'inscrit avant tout dans une perspective mondiale. Dès l'adoption du [protocole de Kyoto en 1997](#), différents engagements ont été prévus entre pays industrialisés et en voie de développement. En 2015, [l'Accord de Paris](#) a consacré le principe de « responsabilité commune, mais différenciée ». Ce qui reflète des bilans régionaux très disparates. Par exemple, un habitant du Qatar émet en moyenne sept fois

plus de gaz à effet de serre (GES) qu'un Français, qui en émet cinq fois plus qu'un Indien. Les 10 pays les plus exposés au dérèglement climatique, que cela soit économiquement ou humainement, sont par contre des pays du Sud. Les discussions sur la compensation de ces déséquilibres ont pris énormément de retard. L'année dernière, la création d'un fonds pour les pertes et dommages lors de la COP 27 de Charm el-Cheikh a enfin permis d'avancer. Mais il ne s'agit que d'un premier pas et les négociations restent freinées par les tensions géopolitiques. Selon les Nations unies, une large partie des indicateurs de progrès mondial sont à l'arrêt ou en régression à cause de l'agression russe en Ukraine et ses conséquences, accentuant l'impact de la pandémie de covid. Par ailleurs, le principe de « responsabilité commune, mais différenciée » doit être actualisé. Les grandes économies émergentes de l'époque de Kyoto comptent aujourd'hui parmi les principaux

**« LES 10 PAYS LES PLUS EXPOSÉS AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE, QUE CELA SOIT ÉCONOMIQUEMENT OU HUMAINEMENT, SONT PAR CONTRE DES PAYS DU SUD. »**

émetteurs de GES, à commencer par la Chine. Le prochain rendez-vous important sera le [SDG Summit](#) en septembre 2023. Le slogan de la présidence indienne du G20, qui ambitionne d'éviter l'ère de la guerre est inspirant à cet égard : « *One Earth, One Family, One Future* ». Reste à voir si le non-alignement permet de convaincre chacun de contribuer à la paix, une nécessité pour l'ambition climatique.

## Résultats clés

# Pouvoir d'achat et réchauffement climatique au coeur des préoccupations des Européens

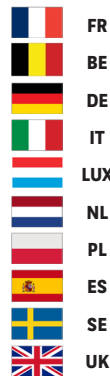
Les Européens s'engagent dans la lutte contre le réchauffement climatique, mais redoutent l'impact de la transition sur leur pouvoir d'achat.

### Méthode de recueil et calendrier

- Les répondants ont été interrogés **par Internet** via le Panel Online d'Ipsos
- Terrain réalisé du **17 février au 16 mars 2023**

### Échantillon

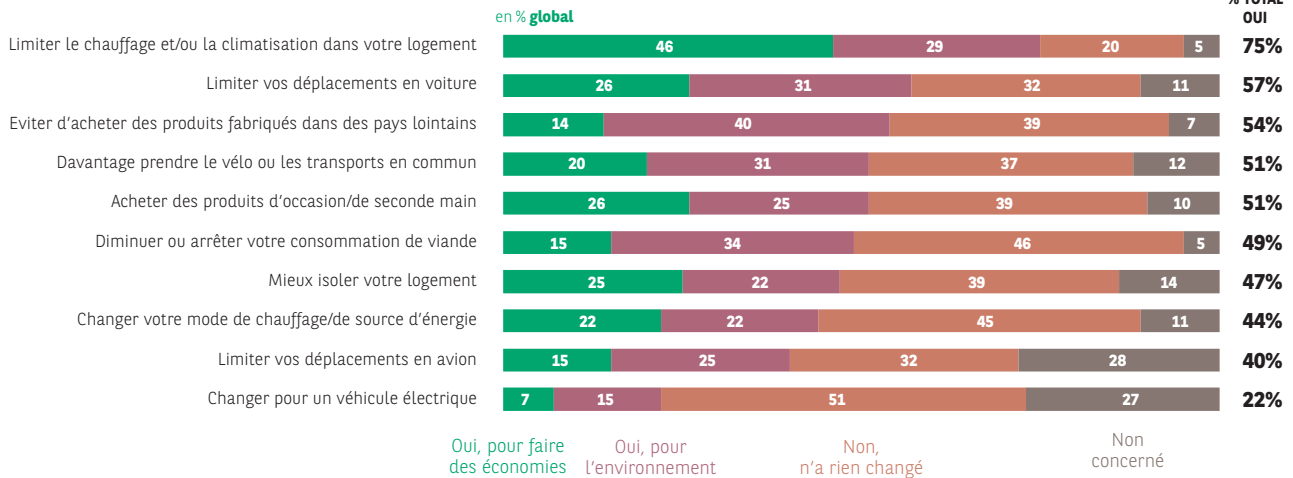
- Échantillon composé de **9.445 individus**
- **Représentatif de la population** âgée de 18 ans et plus, dans chacun des **10 pays du périmètre de l'étude**



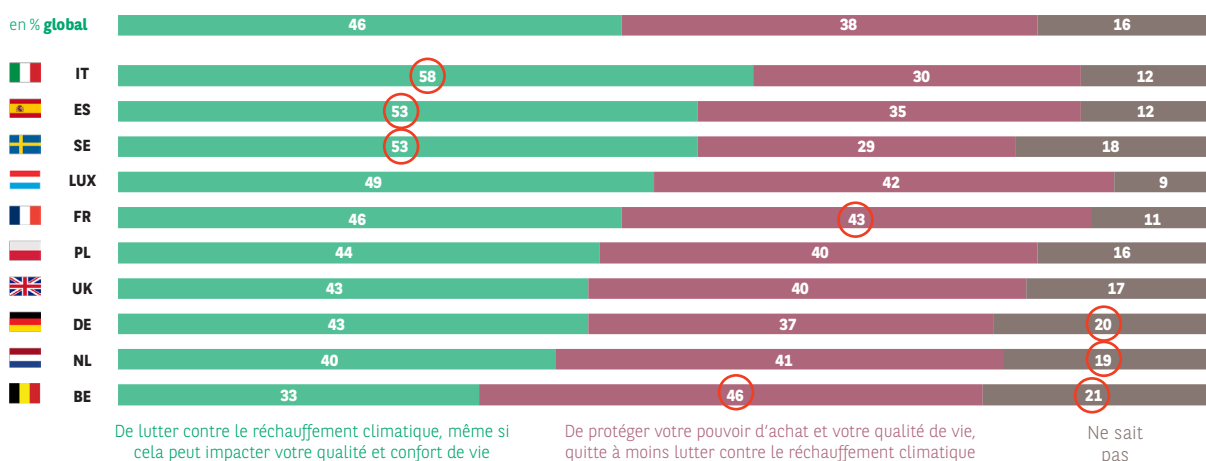
### Les principales préoccupations



### Actions individuelles : l'engagement dans la lutte contre le changement climatique



### Réchauffement climatique vs pouvoir d'achat: quelle priorité ?

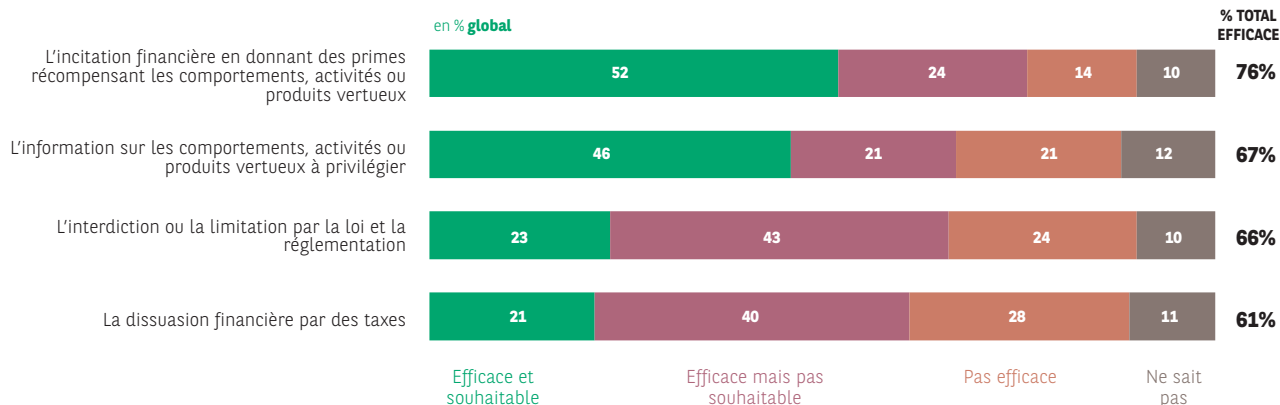




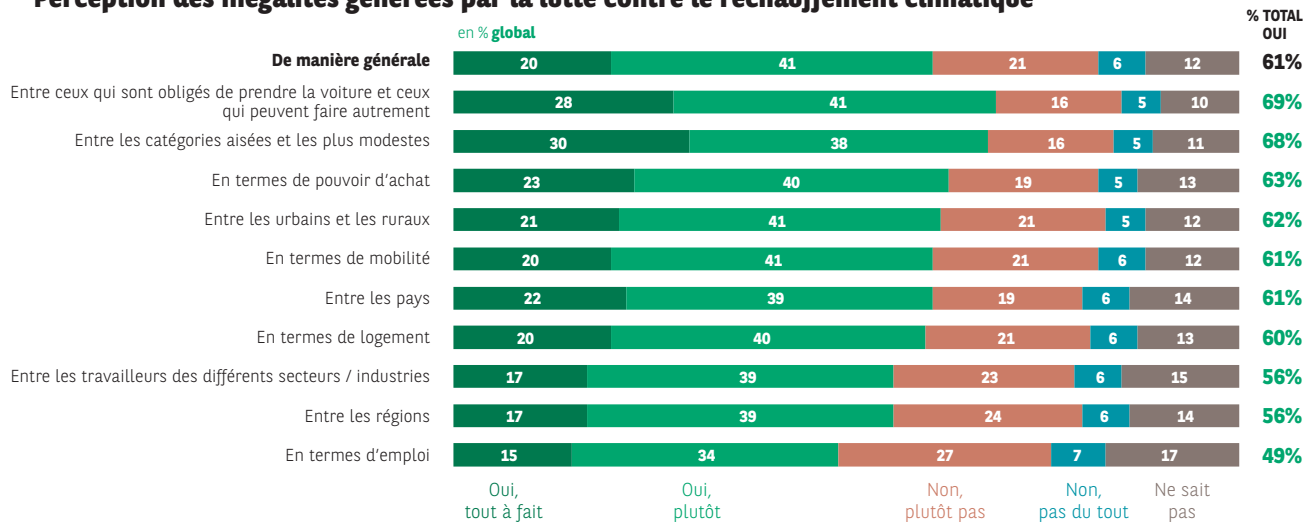
## Résultats clés

CONSULTEZ LE RAPPORT  
COMPLET ICI

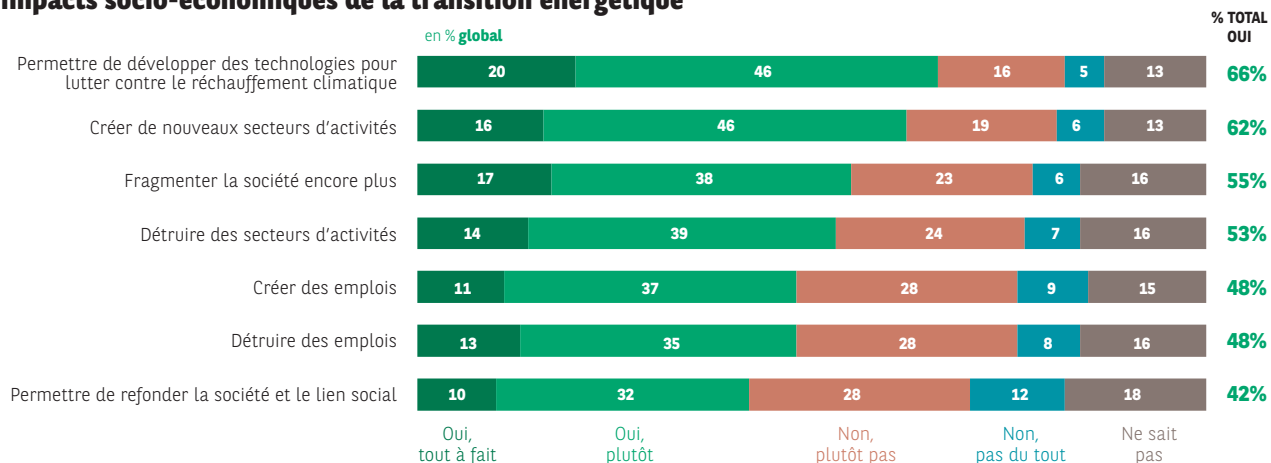
## L'efficacité des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique



## Perception des inégalités générées par la lutte contre le réchauffement climatique



## Impacts socio-économiques de la transition énergétique



## Individus

# Partie 1 : les Européens en quête de soutien

Conscients de la nécessité de la transition climatique, les citoyens plébiscitent les incitations financières et veulent davantage d'équité pour s'engager pleinement.



## Les jeunes inquiets, mais prêts à faire davantage d'efforts

par Estelle Chandèze, Directrice adjointe Corporate Reputation et Margaux Schmitt, Chargée d'études senior Corporate Reputation chez Ipsos



**Les Européens de moins de 35 ans se sentent davantage concernés par l'urgence climatique, mais restent préoccupés avant tout par le pouvoir d'achat.**

Le pouvoir d'achat arrive en tête des préoccupations des Européens de moins de 35 ans, suivi toutefois de près par la lutte contre le réchauffement du climat. Ils sont ainsi plus inquiets que leurs aînés vis-à-vis des conséquences du changement climatique auxquelles ils vont devoir faire face au cours des prochaines décennies (73% contre 70%). Les jeunes sont aussi davantage conscients du coût environnemental de nos modes de vie : 33% jugent leur propre impact sur le réchauffement climatique élevé contre 28% pour l'ensemble de la population. À leur niveau, ils se montrent assez disposés à changer certaines habitudes du quotidien. Ils sont plus nombreux à déclarer avoir diminué leur consommation de viande voire ne plus en manger (57% contre une moyenne de 52%), et à prendre le vélo ou les transports en commun, avant tout pour des raisons environnementales.

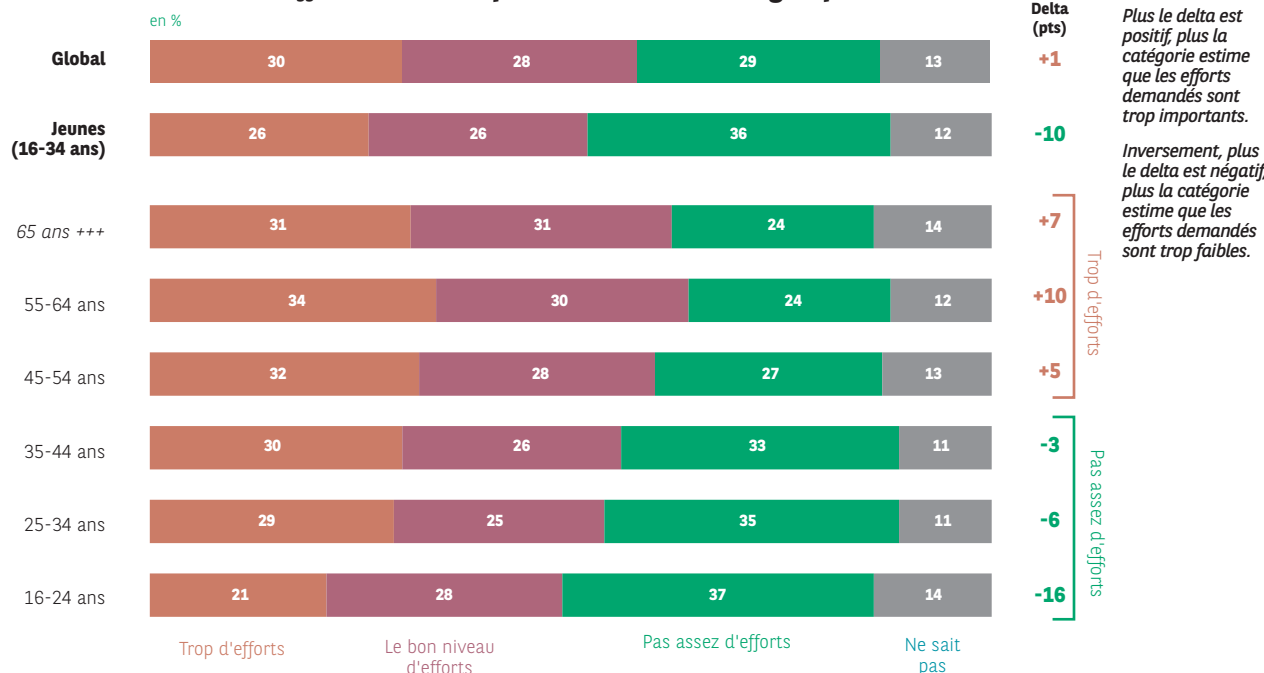
**La transition énergétique suscite aussi des inquiétudes chez les jeunes...**

Les actions à mettre en place dans le cadre de la transition énergétique génèrent toutefois des inquiétudes. Les moins de 35 ans craignent davantage qu'elles ne mettent en péril leur emploi et détériorent leur qualité de vie en général. À choisir entre préservation de leur pouvoir d'achat et lutte contre le réchauffement climatique, ils sont finalement tout aussi partagés que le reste de la population (40% en faveur de leur pouvoir d'achat, 46% pour la lutte climatique).

**... mais ils sont davantage prêts à y faire face**

Malgré leurs craintes pour l'avenir, les jeunes Européens semblent au final davantage prêts à s'engager en faveur de la transition énergétique. Ils restent plus nombreux que les autres à penser qu'on ne demande pas assez d'efforts aux citoyens (36% contre une moyenne de 29%). Mais ils veulent que les difficultés anticipées et les efforts nécessaires pour modifier nos modes de vie soient compensés par des bénéfices (plus de temps libre, de solidarité par exemple).

### Ressenti sur le niveau d'efforts demandé pour la transition énergétique





## Portrait des réfractaires

par **Suzanne Gorge**,  
Analyste chez Terra Nova



**La lutte contre le réchauffement climatique est indissociable de la quête d'une société plus solidaire.**

Bonne nouvelle : il y a une véritable prise de conscience par rapport au changement climatique. Il arrive en deuxième ou troisième position des préoccupations des personnes interrogées. La France est d'ailleurs le pays où le plus grand nombre de personnes positionnent le climat parmi leurs principales inquiétudes. Elle compte aussi le plus d'éco-anxieux avec l'Italie.

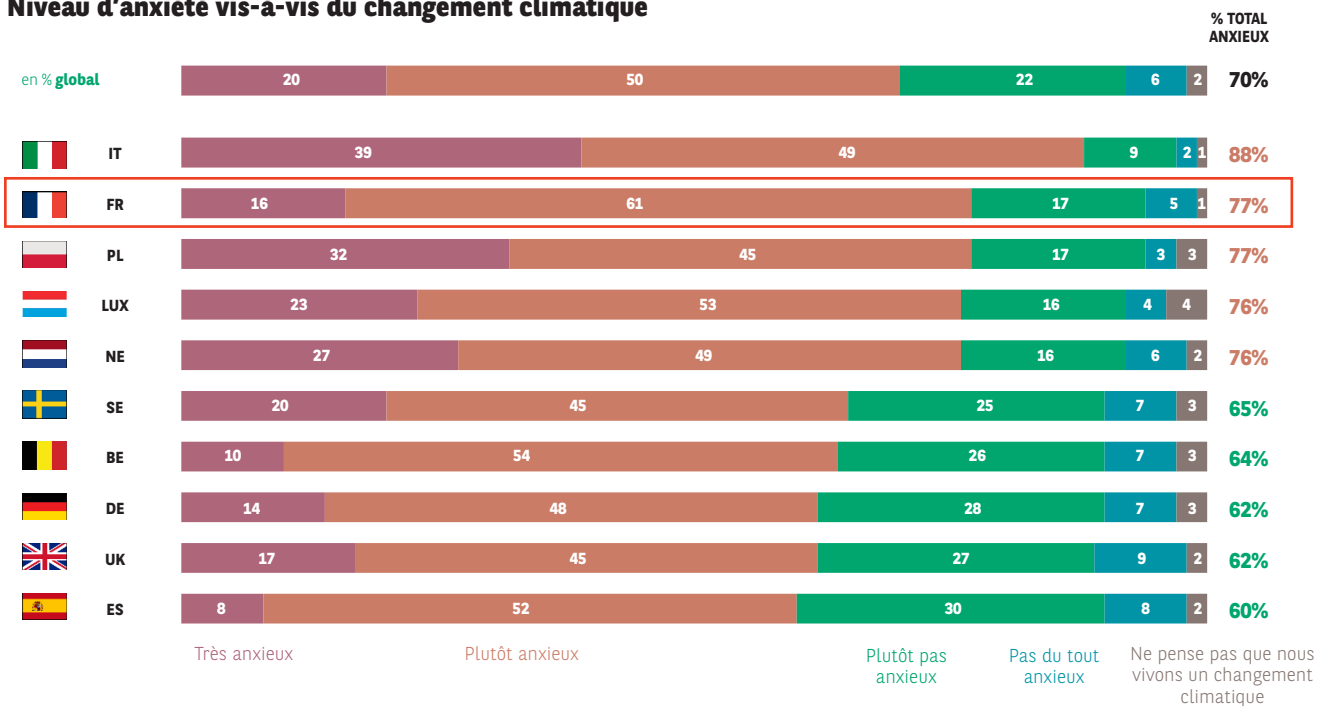
Mauvaise nouvelle : beaucoup de gens sont encore très éloignés de cette préoccupation. Quel est le profil de ces « réfractaires » ? Pas de réelle spécificité hexagonale dans ce cas : les traits caractéristiques sont généralement les mêmes dans la plupart des pays étudiés. Ceux qui ne sont pas préoccupés par le changement climatique sont dans l'ensemble plus âgés et moins qualifiés que la moyenne. Ce sont plutôt des hommes que des femmes. Ils sont plus nombreux parmi les employés, les ouvriers et les agriculteurs.

Ils se déplacent plutôt en voiture et se chauffent souvent au fioul ou au charbon...

Politiquement, ils sont plutôt conservateurs, plutôt défavorables au projet européen et, au Royaume-Uni, plutôt favorables au Brexit. Ils se sentent plus pénalisés que les autres par la transition énergétique, estimant qu'elle ne laisse pas aux gens le temps de s'organiser et ne tient pas assez compte de leurs contraintes. Selon eux, la priorité devrait être de protéger le pouvoir d'achat et la qualité de vie, quitte à freiner la transition climatique.

Au total, cette enquête sur la question climatique dessine les contours de la nouvelle question sociale européenne et de l'un des principaux gisements du populisme. Parce qu'elle permet de mieux le comprendre, elle doit aussi nous amener à plancher sur une transition plus inclusive.

### Niveau d'anxiété vis-à-vis du changement climatique





# Individus



## Une perception contrastée de la transition énergétique en Allemagne

par Clémence Blenck,  
Senior Advisor - Sustainable  
Advisory & Business Allemagne



**En Allemagne, la perception de la transition énergétique et de son impact socio-économique n'est pas uniforme. L'optimisme côtoie le pessimisme.**

Selon l'étude menée par Ipsos, il y a un consensus sur le fait que la transition énergétique est, et sera, un facteur de rupture pour l'économie et la société. Plusieurs enseignements clés sont à retenir pour l'Allemagne.

- À l'instar des autres pays sondés, les Allemands considèrent la transition énergétique comme une **menace pour certaines industries essentielles**, telles que la construction, l'automobile et le ciment.
- À l'inverse, **certains secteurs sont perçus comme de potentiels gagnants** de la transition énergétique, comme l'énergie, les technologies numériques et les banques.
- Près de la moitié des personnes interrogées estiment que les **PME vont être davantage pénalisées** par la transition énergétique.
- Par rapport aux autres pays, les répondants allemands ont une vision plus positive du **rôle de l'industrie par rapport à la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique**. Par exemple, 47% considèrent que les PME agissent dans le cadre de la transition énergétique (contre une moyenne globale de 42%).
- D'un point de vue social, les **personnes à faibles revenus**, assez logiquement, sont considérées comme potentiellement les plus menacées par la transition énergétique.
- Les répondants estiment enfin que **la transition énergétique ne sera pas neutre pour l'économie et la société**. En matière d'emplois, elle entraînera à la fois la création (pour 45% des Allemands) et la destruction (53%) de postes. Trois Allemands sur cinq pensent que cette transition créera de nouveaux secteurs, mais ils sont aussi près de 60% à estimer que cela détruira en parallèle d'autres activités. Plus inquiétant, 59% des Allemands sont d'avis que la transition va fragmenter la société.

Dans l'ensemble, l'enquête reflète une grande confiance de la population allemande dans son industrie et dans sa capacité à affronter et même à jouer un rôle actif dans la transition énergétique.

### La perception des secteurs d'activité avantagés par la transition énergétique

	% TOTAL AVANTAGÉ	
Le numérique et Internet	49%	58%
Le secteur de l'énergie	48%	58%
Les banques	44%	55%
Le secteur pharmaceutique	38%	42%
Le luxe	35%	42%
La grande distribution	34%	36%
Le bâtiment, la promotion immobilière	34%	38%
L'agro-alimentaire	31%	40%
L'automobile	30%	36%
L'industrie au sens large	30%	36%
Le transport maritime	30%	34%
L'industrie chimique	29%	35%
L'agriculture	28%	29%
L'aéronautique	25%	27%
L'industrie du ciment et de l'acier	24%	26%

### Impacts économiques et sociaux de la transition énergétique

	% TOTAL OUI	
Permettre de développer des technologies pour lutter contre le réchauffement climatique	66%	63%
Créer de nouveaux secteurs d'activités	62%	60%
Fragmenter la société encore plus	55%	59%
Détruire des secteurs d'activités	53%	59%
Créer des emplois	48%	45%
Détruire des emplois	48%	53%
Permettre de refonder la société et le lien social	42%	40%



## Transports en commun, pistes cyclables et véhicules électriques plébiscités par les Européens

par Grégoire Lusson,  
Sustainability Experts  
Coordinator NEST  
chez BNP Paribas



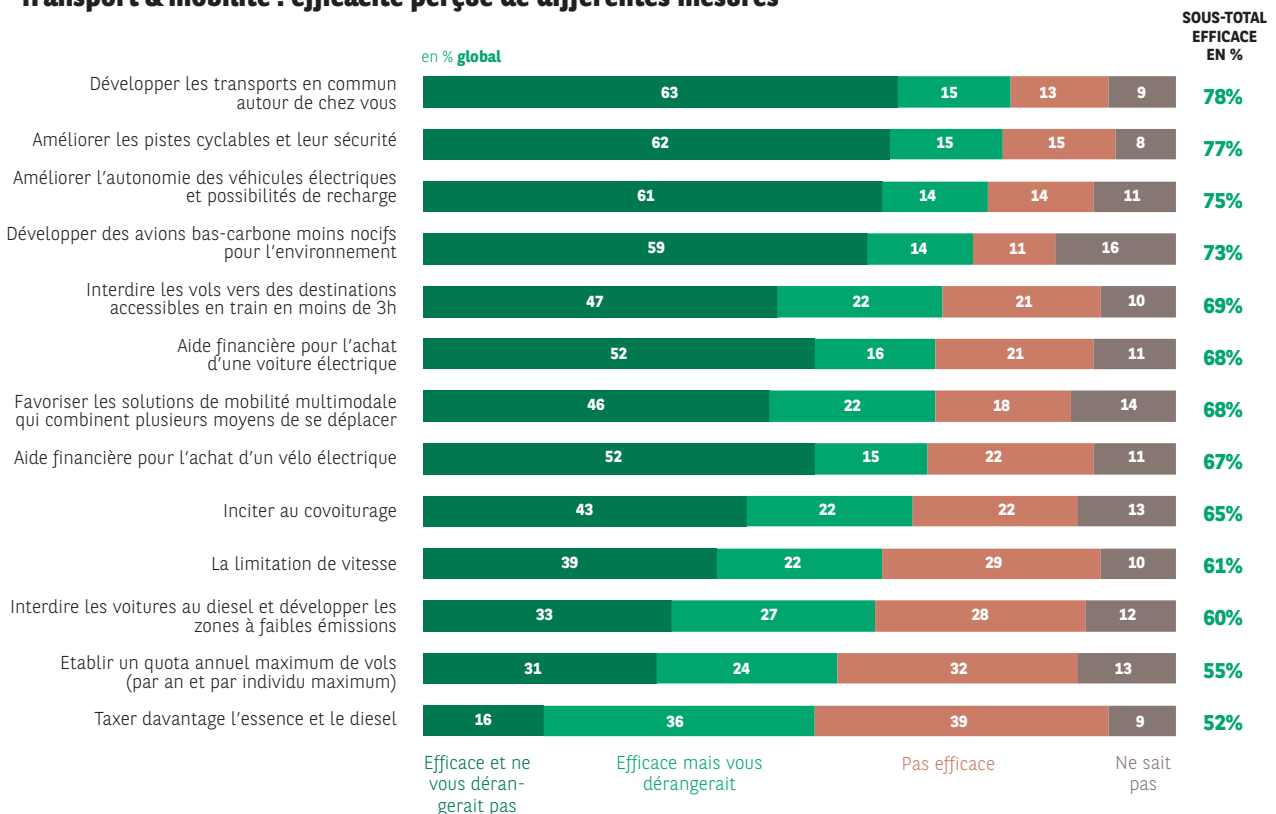
**Les Européens plébiscitent le développement des transports en commun ainsi que des infrastructures destinées aux vélos et aux véhicules électriques (VE) pour accélérer la transition de la mobilité.**

Le développement des transports en commun est la mesure perçue comme la plus pertinente. Près de quatre Européens sur cinq la jugent efficace, les Polonais et les Italiens y étant les plus favorables. Les deux autres mesures récoltant la plus grande adhésion ont trait aux infrastructures, à savoir le développement de pistes cyclables (77% des Européens jugent cette mesure efficace) ainsi que l'amélioration de l'autonomie et des infrastructures pour les VE (75%).

Cette dernière disposition séduit tout particulièrement les Italiens (82%). À noter que la piste d'une taxe sur l'essence et le diesel ne récolte pas vraiment les suffrages, la majorité des Français (56%) jugeant même une telle taxe inopérante. En ce qui concerne les incitations financières, les Italiens, Espagnols et Britanniques sont ceux qui plébiscitent le plus l'aide financière pour l'achat d'un VE (74%). Pour les vélos électriques, les Polonais (77%) y sont les plus favorables.

Enfin, la régulation de l'aviation via des quotas annuels par individu est controversée. Seuls 55% des Européens estiment cette mesure efficace. Les Luxembourgeois sont les plus enthousiastes (65%) et les Polonais, les plus sceptiques (47%).

### Transport & mobilité : efficacité perçue de différentes mesures



# Individus



## Rénovation énergétique des logements : jouer sur l'incitation autant que sur la coercition

par Céleste Allard,  
Sustainability Experts  
Coordinator Junior chez  
NEST BNP Paribas



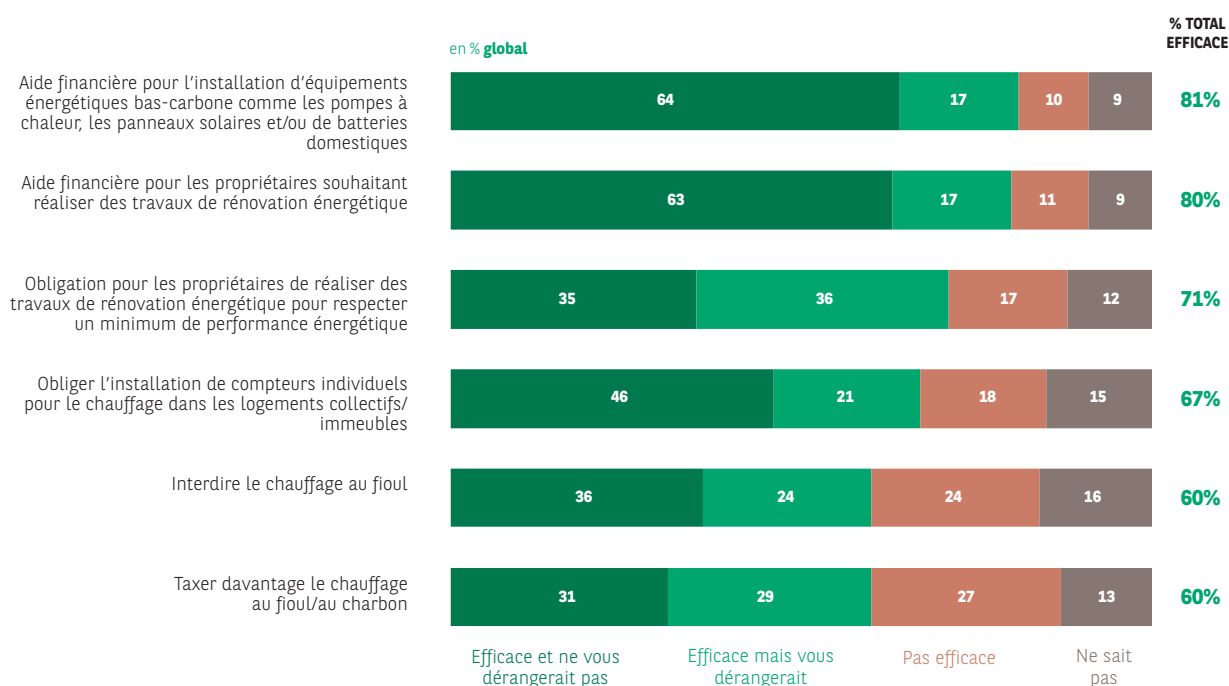
### Les aides financières sont perçues comme le principal levier pour accélérer la rénovation énergétique des logements.

En matière de rénovation thermique des logements, 80% des Européens plébiscitent les aides financières pour l'installation d'équipements énergétiques bas carbone (pompes à chaleur, panneaux solaires, etc.). Et ce, qu'il s'agisse de subventions, de mécanismes de défiscalisation ou de crédits à taux préférentiels. Les Néerlandais (86%) et les Polonais (85%) sont les plus nombreux à estimer que ce type d'intervention est efficace. En revanche, les mesures plus radicales (interdiction, taxation) sont considérées comme

légèrement moins efficaces que les incitations financières selon cette étude. Ainsi trois Européens sur cinq estiment qu'interdire ou taxer davantage le chauffage au fioul serait efficace. Les Allemands sont les plus réfractaires, seul un Allemand sur deux est convaincu par ce type de mesures.

Par ailleurs, l'obligation pour les propriétaires de réaliser des travaux de rénovation énergétique pour atteindre un certain niveau de performance est jugée efficace par 71% des Européens. Toutefois, 36% de la population européenne considèrent qu'une telle mesure serait dérangeante. En Pologne, la proportion atteint même 42%.

### Rénovation énergétique des logements : efficacité perçue de différentes mesures







## Les banques peuvent aider les particuliers à lisser les coûts de la transition

par **Renaud Edouard-Barraud**,  
Responsable adjoint CPBS  
Company Engagement  
chez BNP Paribas



**Le secteur bancaire peut mettre en place des initiatives pour faciliter une transition juste pour tous les particuliers.**

Une transition environnementale juste n'est possible que si tous les particuliers peuvent y participer sans que cela grève leur budget de vie. Or, l'évolution vers la neutralité carbone va affecter les principaux postes de budget des ménages, en particulier ceux consacrés au logement (loyer, prêt immobilier, chauffage), aux déplacements (prêt consommation, essence/gazole, formes de déplacement alternatives) ou encore à l'alimentation. Ces trois types de dépenses correspondent également aux trois sources majeures des émissions de gaz à effet de serre.

**« L'ESPOIR D'UNE TRANSITION JUSTE SE HEURTE TOUTEFOIS À PLUSIEURS OBSTACLES AUPRÈS DES PARTICULIERS. »**

L'espoir d'une transition juste se heurte toutefois à plusieurs obstacles auprès des particuliers. Notamment les réglementations nationales et européennes qui poussent à une meilleure performance énergétique des bâtiments et à la neutralité carbone des moyens de

transport mais ne sont pas toujours accompagnées d'amortisseurs sociaux. Ceci se traduit par des coûts d'acquisition plus élevés, des rénovations contraignantes et coûteuses, ou une perte de valeur pour les biens immobiliers (et donc pour le patrimoine).

Ces réglementations peuvent aussi avoir des effets indirects. L'interdiction de mettre en location un bien immobilier sous-performant d'un point de vue énergétique peut se traduire par une diminution de l'offre de biens à louer et donc par une hausse du prix de location pour les biens qui peuvent être mis en location.

Dans cette optique, les banques ont un rôle à jouer pour permettre une transition juste. Notamment en aidant leurs clients à se repérer dans la jungle des subventions gouvernementales ou régionales en matière de rénovation immobilière. Elles peuvent aussi aider les particuliers aux revenus modestes à lisser dans le temps les coûts supplémentaires liés à la rénovation d'une habitation ou à l'achat d'une voiture électrique.



## Accompagner les clients les plus vulnérables

par **Tine Bourgeois**,  
Head of Company Engagement &  
Sustainable Business Approach  
chez BNP Paribas Fortis



**Nous devons assurer une transition juste en trouvant le bon équilibre entre défis environnementaux et sociaux.**

La tension entre précarité et politiques climatiques s'accroît. Elle engendre une forme de violence lente, progressive et à l'abri des regards. Concrètement, les plus vulnérables peuvent être affectés négativement non seulement par le changement climatique proprement dit, mais aussi par les mesures adoptées pour lutter contre le changement climatique.

Le changement climatique et les politiques de transition ont de multiples répercussions sociales sur notre santé, nos conditions de vie, l'emploi et la productivité, ainsi que sur la répartition générale des richesses. Il est donc essentiel de veiller à ce que la transition énergétique soit équitable et inclusive.

*My Sustainable Home* est une initiative visant à décarboner l'immobilier résidentiel. Des solutions sont notamment développées pour les personnes vulnérables à travers des actions de sensibilisation et d'information sur les mesures d'efficacité énergétique, en agence ou via les canaux numériques.

Cette initiative permet à chacun d'obtenir les subsides et aides disponibles pour rendre leur maison plus efficace sur le plan énergétique. Le programme aide les jeunes et les primo-accédants à identifier les solutions de prêt les plus accessibles et les plus abordables, guide les clients dans le dédale des réglementations en matière de rénovation écologique et inclut des remises pour la souscription de prêts hypothécaires écologiques. Au-delà des services bancaires, notre partenariat avec SoSimply les aide aussi trouver de bons artisans en Belgique.

Un crédit logement sur 30 ans peut être octroyé aux familles ou aux personnes seules à revenus modestes sous certaines conditions. Ce qui peut permettre à un plus grand nombre de clients d'acquiescer un logement propre et unique plus économe en énergie ou de financer les rénovations nécessaires pour économiser l'énergie. Améliorer la performance énergétique du parc résidentiel aura ainsi un effet positif significatif sur le climat. Les propriétaires pourront ainsi réaliser des économies d'énergie et verront la valeur de leur bien augmenter, ce qui constitue la meilleure assurance pour l'avenir. En conclusion, de telles mesures permettent d'équilibrer enjeux environnementaux et sociaux.

# Individus



## La transition passera par une consommation accessible et durable

par **Toufik Boudiaf**,  
Sustainability Experts  
Coordinator NEST  
chez BNP Paribas

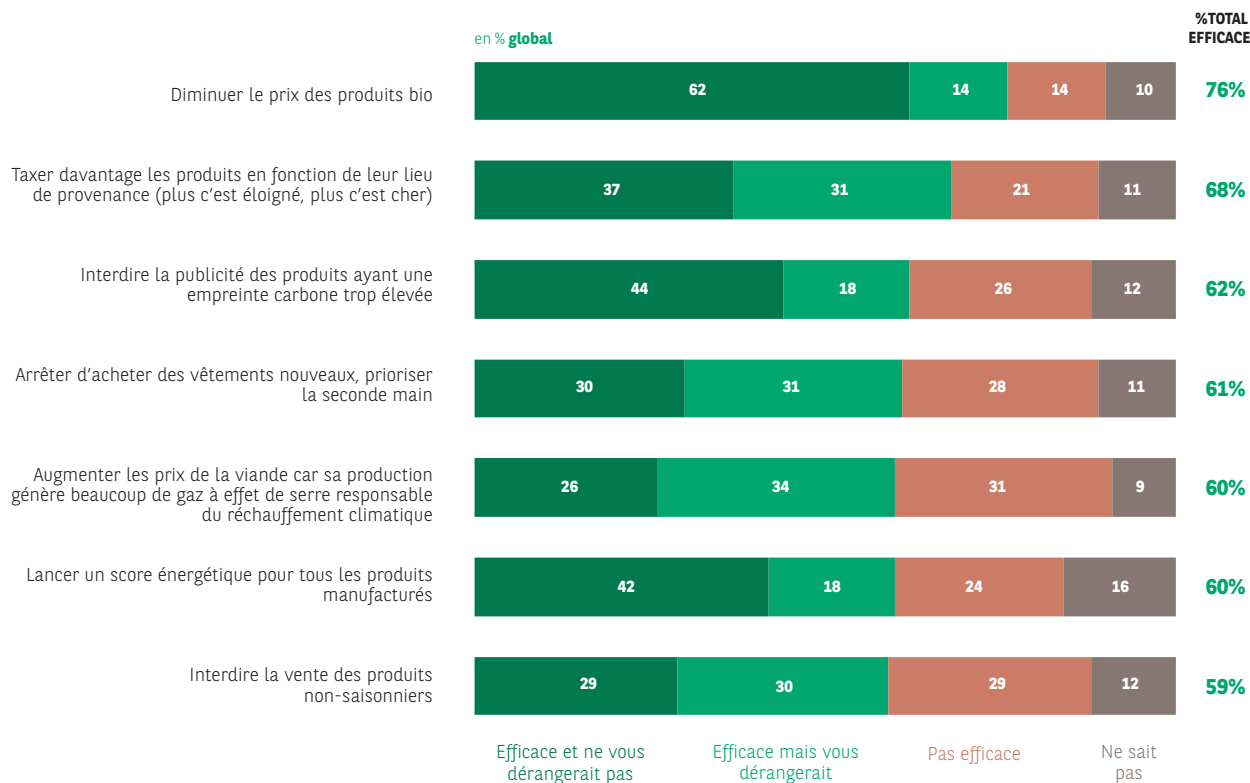


**Le levier des prix est essentiel pour soutenir la transition vers une consommation durable, tout comme la réduction de l'offre et de la demande de produits à forte intensité carbone.**

Diminuer les prix des produits bios (76%) et taxer davantage les produits en fonction de leur provenance (68%) sont considérés comme les mesures les plus efficaces selon notre enquête. Particulièrement par les Européens très préoccupés par les effets du réchauffement climatique et leur pouvoir d'achat. Toutefois, ils sont un peu moins nombreux à plébisciter l'augmentation du prix de la viande, tout particulièrement parmi les ménages les plus défavorisés et les personnes moins sensibilisées à l'impact environnemental de la consommation

de viande. Plus de trois Européens sur cinq trouvent pertinent d'interdire la publicité des produits ayant une empreinte carbone trop élevée, notamment les Français (69%) et les Italiens (68%). Par ailleurs, les Européens souhaitent aussi à 59% l'interdiction de la vente de produits non saisonniers. Les opinions sont toutefois plus mitigées chez les Polonais (49%) et les Allemands (50%). Ces résultats s'inscrivent dans un contexte marqué par une attention accrue au pouvoir d'achat de la part des consommateurs. Agir sur les prix serait ainsi pertinent, à condition que cela passe par une taxation réduite des produits durables et non par une destruction de valeur dans les filières. Pour le climat (et notre santé), il est également indispensable de réduire notre consommation de produits à forte intensité carbone (viande).

### Consommation du quotidien : efficacité perçue de différentes mesures



## La transition repose sur les acteurs institutionnels selon les Polonais

par Jarek Rot,  
Executive Director of Sustainability  
Area, Chief Sustainability Officer  
chez BNP Paribas Bank Polska

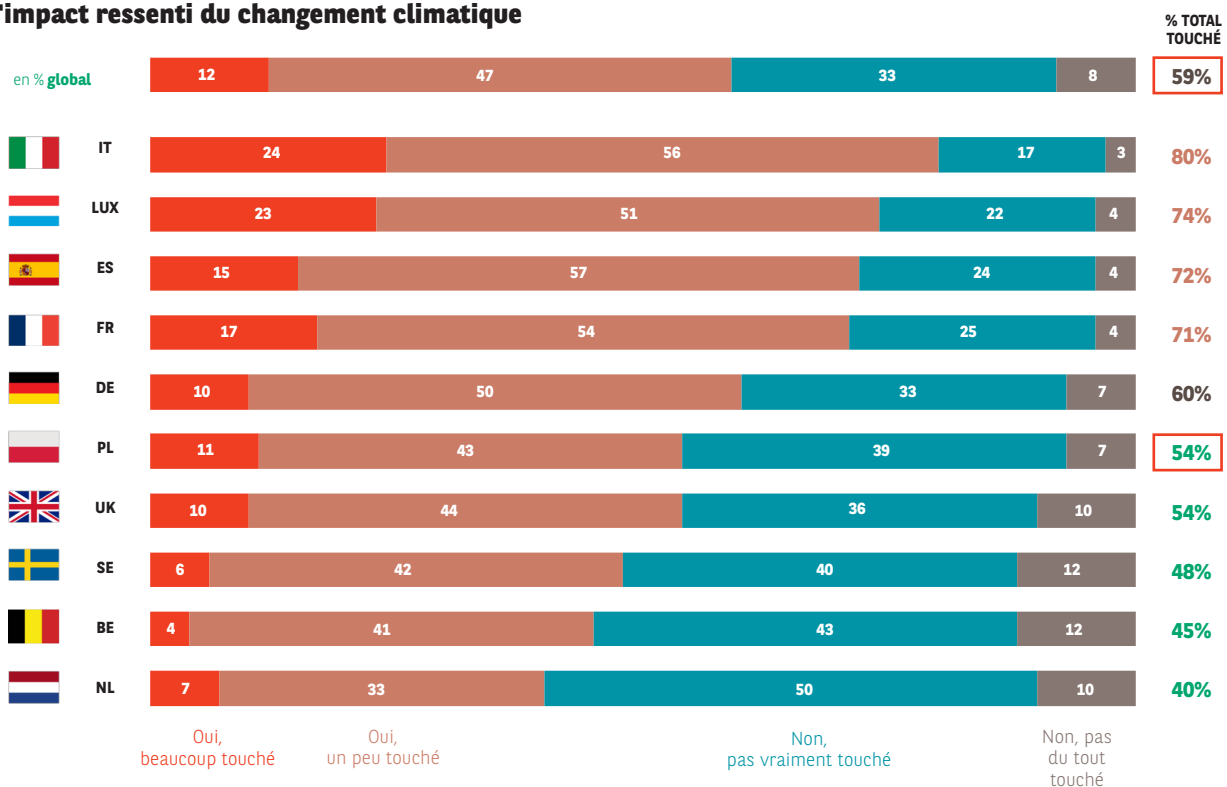


**Notre enquête met en lumière des Polonais éco-anxieux mais qui font davantage confiance aux acteurs institutionnels pour enclencher la transition énergétique, par rapport aux Européens.**

Les résultats de l'enquête, ainsi que nos discussions quotidiennes avec nos clients, confirment que les Polonais sont très préoccupés par le changement climatique : 77% se sentent anxieux à ce sujet. La Pologne se situe ainsi au même niveau que la France en ce qui concerne l'anxiété liée au changement climatique. Seuls les Italiens affichent un niveau d'anxiété plus élevé (88%). Pourtant, les Polonais interrogés se sentent moins touchés personnellement par les conséquences du changement climatique que les Français, les Luxembourgeois ou les Espagnols. Ce qui ressort également de l'enquête, c'est la confiance des Polonais dans les connaissances et les compétences des scientifiques : 72% estiment que leurs actions contribuent à la transition énergétique et à la lutte contre le réchauffement climatique. Les actions de l'Union européenne (69%), des organisations de

la société civile (60%) et de l'ONU (58%) sont également plébiscitées. Toutefois, les Polonais sont plus en retrait en ce qui concerne l'évolution des comportements individuels, par exemple baisser le chauffage, ou des habitudes d'achat, comme consommer moins de viande ou privilégier les produits locaux. Ils attribuent la responsabilité des défis liés au développement durable aux acteurs institutionnels : banques, régulateurs, employeurs. Les résultats confirment que l'engagement de la Pologne en faveur de la transition juste est une nécessité, tant par rapport au durcissement des exigences réglementaires que par rapport aux attentes des citoyens. Les personnes interrogées attendent des banques des conditions favorables aux investissements durables et écologiques, ainsi qu'un soutien dans la transition vers une économie bas carbone. Nous observons aussi cette tendance dans nos conversations avec nos clients, qui sont conscients de la nécessité de la transition et attendent des solutions systémiques, le soutien de partenaires et des conditions de financement préférentielles.

### L'impact ressenti du changement climatique





## Individus

### Concilier fin du monde et fin du mois

par **Véronique Berthout**,  
Responsable Développement  
durable chez BNP Paribas  
Personal Finance



**Des solutions de financement adaptées et évolutives sont indispensables pour permettre au plus grand nombre de s'engager dans la transition.**

Pour atteindre l'objectif d'une société bas carbone, la transition doit impliquer le plus grand nombre. Ce qui commence par intégrer les réalités de chacun.e. Prenons l'exemple de l'automobile, un poste de dépense important pour les ménages. En France, la moitié de la population vivra dans une zone à faibles émissions d'ici fin 2024. Tout le monde ne pourra pas s'offrir une voiture de dernière génération et les transports en commun ne combleront pas tous les besoins, notamment pour les personnes travaillant en horaires décalés (restauration, hôpitaux...). Avec un parc automobile vieillissant (10 ans en France, 12 ans en Europe), la moitié des véhicules ne pourra plus accéder à ces zones ! Est-ce à dire que la moitié des gens ne pourront plus circuler en voiture ?

**« POUR L'ACHAT D'UNE VOITURE RÉCENTE, MOINS POLLUANTE MAIS PLUS ONÉREUSE, IL FAUT IMAGINER DES OFFRES PERMETTANT DE RÉDUIRE LA CHARGE MENSUELLE. »**

En tant qu'acteur du crédit à la consommation, notre rôle est d'inclure le plus grand nombre dans la transition. Pour l'achat d'une voiture récente, moins polluante mais plus onéreuse, il faut imaginer des offres permettant de réduire la charge mensuelle comme des leasings de

longue durée (jusqu'à 120 mois) ou des solutions de partage (acquisition avec engagement de partage avec un tiers).

Il faut aussi faire évoluer les modalités d'octroi pour accompagner les populations aujourd'hui exclues du crédit : jeunes, personnes aux revenus variables (intérimaires, indépendants, ...). Et ce, sans les exposer au surendettement. Il faut donc bien cerner leurs revenus et dépenses pour leur permettre de gérer sereinement les fins de mois et les imprévus. Pour y parvenir, la société de crédit doit s'entourer d'un écosystème : partenaires privés (constructeurs automobiles, loueurs...), associations, voire acteurs publics soucieux d'accompagner les plus démunis.

### La finance inclusive au service de la résilience

par **Davide Forcella**,  
Directeur du JuST Institute



**Le financement de la résilience climatique et de la préservation de la biodiversité demeure largement insuffisant, en particulier pour les petits producteurs et les communautés rurales.**

L'inclusivité est un élément primordial d'une transition environnementale juste. La finance inclusive a ainsi deux rôles essentiels à jouer : renforcer la résilience des individus et des entreprises face au changement climatique et à la perte de biodiversité, et favoriser la transition durable au niveau social, économique et environnemental. Toutefois, les fonds publics et privés existants n'atteignent pas toujours les petits producteurs et communautés rurales qui sont souvent parmi les plus vulnérables au changement climatique et à la destruction de la biodiversité. Le JuST Institute, un organisme à but non lucratif, vise à généraliser le financement inclusif en faveur du climat et de la biodiversité. Ce qui nécessite de combler le fossé séparant finance « conventionnelle » et finance inclusive, ainsi qu'entre secteur public et secteur privé. Il soutient et renforce la capacité de financement des institutions prêtes à agir pour le climat et la biodiversité, accompagne celles qui ne le sont pas encore et offre des opportunités de co-investissement dans le développement et la commercialisation des outils nécessaires pour ces objectifs. Le JuST Institute collabore avec des institutions financières locales dans les pays en développement afin de promouvoir le financement de pratiques et de technologies telles que l'agroforesterie, la restauration des sols, l'irrigation au goutte-à-goutte, l'agriculture régénérative et la diversification des cultures. L'objectif est d'aider les populations à utiliser au mieux le capital naturel et à développer la résilience climatique, contribuant ainsi à lutter durablement contre le changement climatique. Parmi les principaux programmes du JuST Institute figurent deux projets du Fonds pour l'environnement mondial. Le premier porte sur un mécanisme de certification de portefeuilles pour l'adaptation au changement climatique à destination des fournisseurs de services financiers inclusifs. Cela permettra d'améliorer la traçabilité des financements. Le second vise à développer des produits de financement avec des taux d'intérêt réduits pour les projets démontrant un impact positif en matière de résilience climatique inclusive et de préservation de la biodiversité. La mission du JuST Institute va au-delà de la responsabilité environnementale et reconnaît que l'inclusion des populations et entreprises vulnérables dans la gestion des risques liés au climat et à la biodiversité est le seul moyen de gérer les risques financiers à tous les niveaux de la chaîne de valeur et de générer un rendement durable pour les individus et la planète.

## Partie 2 : les entreprises entre menaces et opportunités

La transition va bouleverser de nombreux secteurs d'activité. Les entreprises et les banques ont un rôle clé à jouer pour en faire une réussite sur le plan social.

### Les entreprises peuvent agir beaucoup plus rapidement et radicalement

par François Gemenne,  
Auteur principal au GIEC et  
Directeur de l'Observatoire Hugo



**Les entreprises, et singulièrement les entreprises multinationales ne sont pas tenues de confiner leur action climatique à l'intérieur des frontières nationales.**

Le dernier rapport du programme européen d'observation de la Terre Copernicus, publié le 20 avril, rappelle que les températures en Europe augmentent deux fois plus rapidement que la moyenne mondiale. De ce fait, l'augmentation des températures en Europe dépasse déjà largement les objectifs fixés à l'échelle mondiale par l'Accord de Paris. La température moyenne européenne est supérieure de 2,2 degrés à son niveau pré-industriel et augmente de 0,1 degré tous les deux ans.

Malgré toutes les alertes, le bilan reste largement insuffisant : le pic des émissions

mondiales de gaz à effet de serre n'a toujours pas été atteint. La baisse des émissions dans les pays industrialisés est éclipsée par la hausse des émissions dans les pays du Sud. Il faut donc accélérer et amplifier le mouvement. Et surtout, ne pas se focaliser uniquement sur la baisse des émissions domestiques : le climat n'a que faire que les émissions soient produites à Paris, Lima ou Bangkok.

Nous avons, en Europe, placé beaucoup d'espoirs dans l'action des gouvernements, au point que nous avons parfois attendu d'eux davantage que ce qu'ils pouvaient offrir. Nos démocraties sont des paquebots auxquels il est souvent difficile de faire prendre des virages radicaux. Or, le mix énergétique mondial reste composé à 84% d'énergies fossiles, alors que la part de ces énergies devrait idéalement avoisiner zéro. S'il est si difficile de sortir des énergies fossiles, c'est évidemment parce qu'elles continuent à être particulièrement rentables, et à bénéficier d'importantes sources de financement.

À ce niveau, les entreprises, et singulièrement les entreprises multinationales, peuvent s'affranchir de deux freins majeurs à l'action des gouvernements. Elles peuvent agir beaucoup plus rapidement et radicalement, et ne sont pas tenues de confiner leur action à l'intérieur des frontières nationales. Si nous voulons évoluer vers une économie décarbonée, les besoins de financement pour les énergies décarbonées seront immenses. Particulièrement dans les pays du Sud, qui ont besoin d'investissements massifs et de transferts de technologie si nous voulons éviter qu'ils ne choisissent la même trajectoire de développement que celle que nous avons suivie avant eux.

Ce qui constitue un enjeu majeur pour BNP Paribas, en tant que principale banque européenne : peut-elle devenir, au XXI<sup>e</sup> siècle, la première banque de l'économie décarbonée ? BNP Paribas se décrit dans sa communication comme « la banque d'un monde qui change ». Peut-elle maintenant devenir une banque qui change le monde ?

### La transition énergétique permet d'attirer de nouveaux talents, en quête de sens et d'un meilleur alignement entre leurs valeurs et celles de l'entreprise

par Tilly Undi, Jacky Prudhomme et  
Yves Floch,  
Managers chez BNP Paribas CSR Group



**Le secteur énergétique est le premier concerné par les objectifs de neutralité carbone. L'impact diffère toutefois grandement entre les acteurs.**

Dans le secteur énergétique, l'évolution des métiers varie en fonction de la taille des acteurs, de la chaîne de valeur, de la géographie et de la nature des activités. L'impact social de la transition énergétique est ainsi plus marqué dans l'extraction du charbon qui subit l'effet de la baisse de la demande et des politiques publiques en faveur du climat dans les pays engagés vers la neutralité carbone. Les grands groupes ont vendu ou fermé des mines et il y a peu d'opportunités de reclassement pour les ouvriers, peu qualifiés, sauf à changer de bassin d'emploi. Les reconversions sont donc rares et dépendent largement du soutien des pouvoirs publics. Concernant

la génération d'électricité, la conversion d'une centrale au charbon en une centrale au gaz ou biomasse a peu d'impact sur l'emploi nécessaire. En revanche, pour le solaire ou l'éolien, les profils changent (concepteurs, installateurs et mainteneurs) avec des exigences de spécialisation et de mobilité accrues.

Dans l'industrie pétrolière et gazière, la majorité des entreprises américaines reste centrée sur leurs métiers traditionnels, en y associant la compensation carbone. En Europe, la transition engendre des restructurations organisationnelles, l'adaptation d'outils et le transfert de ressources vers les énergies alternatives. Cela implique des efforts de formation ainsi qu'une flexibilité et une polyvalence accrues des collaborateurs, qui doivent s'adapter à l'évolution rapide des dynamiques de marché. Du côté des principaux acteurs, cela se traduit par la mutualisation et la centralisation d'expertises autour des nouveaux enjeux et des activités à plus forte valeur, pour lesquelles innovation et agilité sont clés. La transition énergétique permet d'attirer de nouveaux talents, en quête de sens et d'un meilleur alignement entre leurs valeurs et celles de l'entreprise. Le défi est en cours !

# Entreprises



## Aider les entreprises à donner la priorité à l'impact social

par **Emanuela Pisano**, Project Manager chez CSR Europe et **Jan Noterdaeme**, co-founder and Senior Advisor chez CSR Europe



**L'European Business Toolbox for Just Transition est un guide pratique pour une transition inclusive.**

Dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine ainsi qu'une double crise énergétique et du pouvoir d'achat, la transition juste et la dimension sociale de l'ESG sont plus importantes que jamais.

📖 *L'European Business Toolbox for Just Transition* (de CSR Europe) aide les entreprises à donner la priorité à l'impact social de leurs activités, parallèlement à leurs objectifs de transition énergétique. Pas à pas, les entreprises sont accompagnées dans ce processus afin d'intégrer avec succès les quatre piliers de la transition juste.

**1) Implication des parties prenantes :** un plan global doit inclure l'ensemble des acteurs de la société – des nouvelles générations aux seniors actifs, en passant par les chercheurs scientifiques, les décideurs politiques et les services internes des entreprises.

**2) Objectif de l'entreprise :** un discours fort sur la transition juste doit être holistique et intégré pour inspirer l'action et mobiliser les collaborateurs.

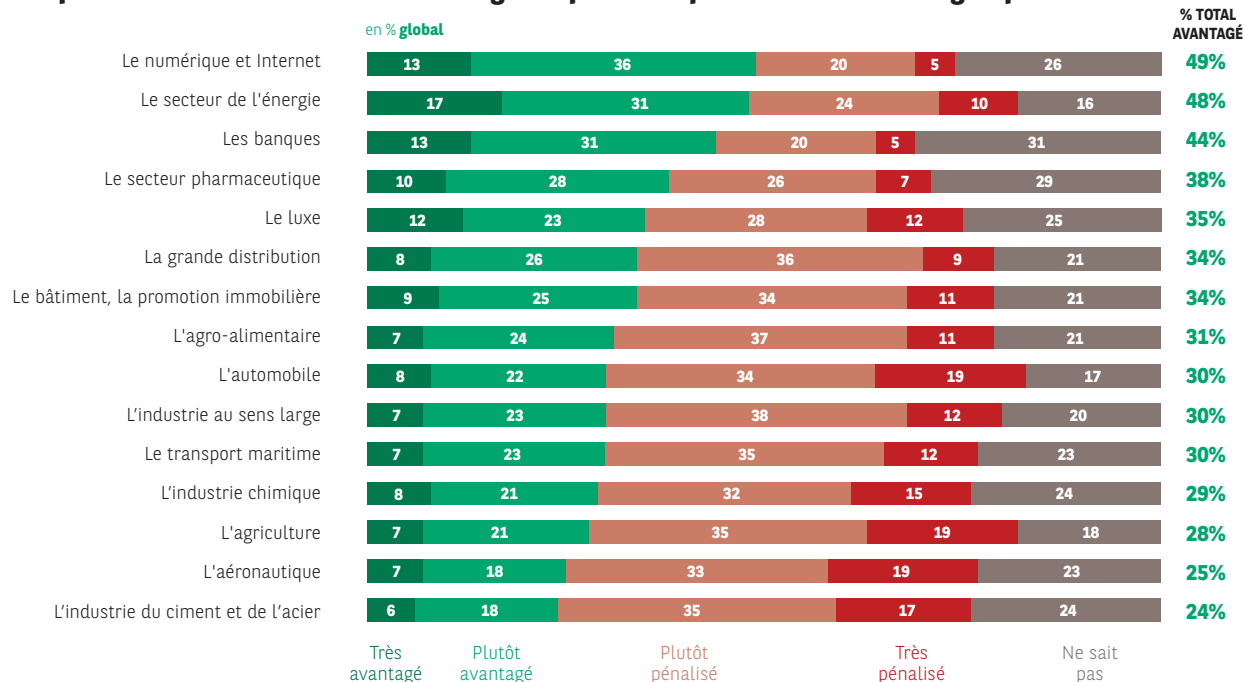
**3) Approche stratégique :** un plan de transition juste réussi doit reposer sur un dialogue ouvert. Les risques doivent être pris en compte et les indicateurs clés doivent reposer sur des bases scientifiques. Les initiatives doivent cibler un objectif spécifique et impliquer un écosystème plus large.

**4) Fondement :** les projets des entreprises doivent reposer sur une gouvernance solide pour attirer des financements durables et satisfaire aux exigences en matière de publication d'impact.

Afin de faciliter la mise en œuvre, CSR Europe a développé une évaluation interactive particulièrement utile pour l'examen des processus internes, l'analyse des priorités des parties prenantes, l'évaluation des niveaux de maturité internes, l'établissement d'objectifs et la conception de projets pilotes. Les entreprises peuvent ainsi identifier leurs faiblesses et définir une feuille de route adaptée pour l'intégration de la transition juste dans leurs pratiques et processus commerciaux.

La boîte à outils pour une transition juste et l'évaluation connexe s'appuient sur *L'European Business Roadmap for Just Transition*. Elles sont toutes deux élaborées par le People Leadership Hub de CSR Europe. Il est composé d'un groupe d'entreprises de premier plan et de partenaires tels que le Boston Consulting Group engagés dans un dialogue avec la Commission européenne, les organisations de la société civile et les principales parties prenantes.

### Perception des secteurs d'activité avantagés et pénalisés par la transition énergétique







## Développer les compétences pour faire face à la crise climatique

par **Guðrun Cartwright**,  
Directeur de l'action climatique  
chez Business in the Community



**Chaque organisation doit disposer des compétences nécessaires pour mobiliser les individus et les ressources en vue d'une transition juste.**

En janvier dernier, le Forum économique mondial de Davos a souligné que les crises du climat et des compétences sont des défis entremêlés qui ne peuvent être abordés séparément. Concrètement, le développement des compétences individuelles et organisationnelles doit être au cœur d'une action climatique efficace. Ce qui implique que la compréhension de l'évolution des besoins en matière d'emplois et de compétences soit au cœur des stratégies de développement. Cela doit garantir que la transition vers un monde résilient et neutre en carbone soit équitable et inclusive, et qu'elle permette à l'humain et à la nature de se développer sereinement. À défaut, les gains commerciaux et sociaux seront de courte durée. Business in the Community (BITC) a été créé en 1982 par des chefs d'entreprise qui ont reconnu que la réussite économique dépendait de la santé des communautés. En 2022, BITC a réuni plus de 100 dirigeants d'entreprises, de gouvernements et de communautés avec le soutien de BNP Paribas. Les enseignements tirés de ces rencontres ont permis d'élaborer une feuille de route pour le

développement des compétences vertes : **B** *Building Green Skills for a Just Transition to a Net-Zero, Resilient Future*.

Il permet d'identifier les capacités organisationnelles clés et le processus que chaque entreprise peut entreprendre pour élaborer sa propre feuille de route, car il n'existe pas d'approche unique. Des compétences à la fois « techniques » et « essentielles » sont nécessaires pour stimuler la flexibilité, la créativité et la capacité à résoudre des problèmes qui permettront aux individus et aux organisations de développer les compétences dont ils ont besoin pendant la transition.

En outre, les entreprises ont besoin de nombreuses compétences supplémentaires. Ce qui nécessite une approche conjointe et fondée sur les résultats des employeurs, des formateurs et des gouvernements ainsi que l'adoption de méthodes éducatives traditionnelles et innovantes qui sont accessibles et s'adaptent à la vie des individus.

Pour aider les entreprises à hiérarchiser leurs actions, la feuille de route se concentre sur trois domaines clés :

- **Diriger** - permettre aux dirigeants de donner à chacun les moyens d'agir ;
- **Ancrer** - faire de l'action climatique l'affaire de tous ;
- **Inclure** - permettre à tous de développer leurs compétences.

Bien que des actions soient nécessaires dans les trois domaines, les dirigeants qui pourront stimuler, inspirer et responsabiliser les autres seront au centre du jeu. Il est donc recommandé de commencer par « Diriger ».

### Impacts socio-économiques de la transition énergétique

	% TOTAL OUI	BE	FR	DE	IT	LUX	NL	PL	ES	SE	UK
Permettre de développer des technologies pour lutter contre le réchauffement climatique	<b>66%</b>	62	66	63	68	71	66	63	66	70	65
Créer de nouveaux secteurs d'activités	<b>62%</b>	59	65	60	62	67	60	60	60	64	61
Fragmenter la société encore plus	<b>55%</b>	57	59	59	50	66	52	57	51	51	49
Détruire des secteurs d'activités	<b>53%</b>	60	60	59	41	62	39	48	54	60	52
Créer des emplois	<b>48%</b>	41	50	45	48	54	52	47	41	49	51
Détruire des emplois	<b>48%</b>	52	50	53	40	62	47	48	44	47	46
Permettre de refonder la société et le lien social	<b>42%</b>	28	35	40	45	49	40	48	45	50	38

## Entreprises



### Un virage décisif pour l'économie

par **Raphaële Leroy**,  
Directrice de l'engagement  
d'entreprise chez BNP Paribas  
Banque Commerciale en France



**De nombreuses initiatives voient le jour pour combiner transition climatique et inclusion sociale.**

Notre société est en train de changer rapidement pour atteindre la neutralité carbone. Si certains secteurs sont menacés par la transition, d'autres sont appelés à émerger. Selon des travaux de l'Organisation internationale du Travail (OIT), le solde en termes d'emplois devrait toutefois être positif à terme. L'ADEME (agence française de la transition écologique) estime **qu'un million d'emplois devraient ainsi être créés en France d'ici 2050.**

**« DE NOMBREUX ENTREPRENEURS SAISISSENT AUJOURD'HUI LES OPPORTUNITÉS OFFERTES PAR LA TRANSITION POUR FAVORISER LA RÉINSERTION PROFESSIONNELLE. »**

De nombreux entrepreneurs saisissent aujourd'hui les opportunités offertes par la transition pour favoriser la réinsertion professionnelle. Moulinot (France, Seine-Saint-Denis), une entreprise sociale pionnière spécialisée dans les déchets alimentaires, a ainsi créé des formations qualifiantes comme celle de chauffeur-collecteur de biodéchets pour les personnes éloignées de l'emploi. Etre (France, Haute-Garonne) est le premier réseau d'écoles de la transition et propose des formations aux métiers verts (installation de panneaux solaires, réparation de vélos, économie circulaire...) aux jeunes sans qualification.

Ces exemples permettent aujourd'hui de faire rimer transition écologique et inclusion sociale, et doivent être soutenus par le secteur bancaire.

### Le secteur automobile doit se réinventer

par **Yael Bennathan**,  
Directrice de l'Arval Mobility  
Observatory



**La transition électrique entraîne un bouleversement historique de l'industrie automobile.**

Face aux changements climatiques, l'UE a lancé son Pacte vert. Il vise à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 tout en veillant à ce que cette transition soit juste pour les pays, les citoyens et les entreprises.

Pour l'industrie automobile et ses 13 millions d'emplois en Europe, la fin des ventes de véhicules neufs thermiques pour 2035 a engendré la plus importante et la plus rapide révolution de son histoire. Une réorientation des stratégies a été opérée en vue de passer au tout électrique dès 2025 ou 2030, avec un besoin accru en batteries (principalement produites en Asie), des problèmes d'approvisionnement et l'arrivée de nouveaux acteurs (surtout des constructeurs asiatiques). Les investissements ciblent de nouvelles activités telles

que la fabrication des batteries, les infrastructures de recharge et l'industrie du logiciel. Ainsi le secteur se réinvente autour de thématiques telles que les nouvelles solutions de mobilité ou l'économie circulaire. Le tout étant de proposer un modèle plus sobre. Cela implique que de nouveaux métiers vont voir le jour et d'autres vont disparaître.

Côté clients, toutes les entreprises doivent revoir leur politique de flottes automobiles dans un contexte d'inflation généralisée et d'augmentation des délais de livraison en raison des problèmes d'approvisionnement. Que cela soit pour les particuliers ou les entreprises, la transition passe par l'analyse du coût total d'usage des véhicules (TCO). Le TCO des véhicules électriques (VE) est en effet comparable, voire parfois inférieur, aux véhicules thermiques. Et ce, grâce aux mesures fiscales incitatives, aux coûts d'entretien moins élevés pour un VE et au prix de l'énergie. Les gouvernements européens doivent toutefois continuer à accompagner le développement du réseau des infrastructures de recharge qui reste un important point d'achoppement.

par **Maha Keramane**,  
Directrice de l'Accélérateur  
d'Entreprises à Impact Positif



### Un label pour financer la transition juste

**La définition des critères essentiels au financement de la transition juste ouvre la voie à un label en matière d'investissements.**

Suivant les conclusions de la **G7 Impact Taskforce**, un groupe de travail élargi a élaboré un cadre méthodologique définissant les trois critères essentiels de la transition juste.

- 1. Action environnementale avancée :** atténuer, réduire ou capturer les émissions de gaz à effet de serre, protéger et restaurer le capital naturel.
- 2. Amélioration de l'égalité sociale :** emplois décents, requalification, inclusion des personnes vulnérables, accessibilité et caractère abordable des solutions, amélioration des moyens de subsistance.
- 3. Donner la parole aux communautés :** engagement des parties prenantes, dialogue social et inclusion des communautés affectées dans les prises de décision.

Un investissement de transition juste doit générer un impact positif pour l'ensemble de ces critères tout en ciblant explicitement un enjeu spécifique sur la base d'indicateurs de performance. Afin de développer l'offre d'investissements, **un label de transition juste** est en cours de discussion, ce qui permettra d'améliorer les pratiques et de renforcer la comparabilité.

## Intégrer la transition juste dans les produits financiers

par **Alice Loevenbruck**,  
Global Markets Sustainable  
Structuring Manager chez  
BNP Paribas CIB



**Les banques doivent intégrer les enjeux d'une transition juste dans leur offre de produits durables.**

Depuis une dizaine d'années, les offres des banques d'investissement européennes abordent le développement durable sous l'angle de l'environnement. Comme l'illustrent l'essor des obligations vertes ou la multiplication des produits alignés avec les accords de Paris. Le contexte macroéconomique récent, poussé par la réglementation européenne sur la finance durable, a mis en exergue le besoin de créer des produits prenant en compte l'impact sociétal. Les investisseurs sont aujourd'hui plus soucieux de la nécessité de soutenir l'économie locale ou de

financer des organisations plus résilientes et inclusives. Ce développement s'est traduit par l'émergence du marché des obligations sociales, utilisées en vue de financer ou refinancer des activités à impact social positif dans des domaines tels que l'accès à l'éducation, l'égalité des chances ou la microfinance. Les banques doivent aujourd'hui rassembler les enjeux sociaux et environnementaux, en l'absence de cadre réglementaire ou de taxonomie pour définir la transition juste. Une réponse pourrait être d'appliquer des garanties sociales minimales dans les stratégies d'investissement, y compris environnementales. Par exemple en excluant les entreprises faisant face à des allégations de discrimination ou de mauvaises conditions de travail même si elles sont reconnues comme des acteurs de la transition énergétique. Une autre réponse pourrait permettre de définir un cadre de transition afin d'identifier les entreprises les mieux positionnées

**« LES INVESTISSEURS SONT AUJOURD'HUI PLUS SOUCIEUX DE LA NÉCESSITÉ DE SOUTENIR L'ÉCONOMIE LOCALE OU DE FINANCER DES ORGANISATIONS PLUS RÉILIENTES ET INCLUSIVES. »**

pour adapter leur modèle d'entreprise à la transition énergétique, en ajoutant des filtres sociaux supplémentaires. Ce qui permettrait de s'assurer que les enjeux sociaux (droits de l'Homme, inclusion, capital humain) sont bien pris en compte dans ces secteurs souvent très sensibles.

## Une approche systématisée des enjeux sociaux

par **Delphine Riou**, en charge  
de l'égalité et la croissance  
inclusive chez BNP Paribas



**Les gestionnaires de portefeuilles doivent intégrer les aspects sociaux et environnementaux dans leurs décisions d'investissement.**

Les investisseurs institutionnels ont une responsabilité fiduciaire de long terme. Cette responsabilité requiert de s'intéresser aux enjeux liés à la transition juste. Cette dernière constitue en effet un risque financier systémique, car elle implique d'anticiper les conséquences sociales de la transition vers une économie bas carbone. Il s'agit par exemple de s'assurer de la qualité des emplois qui vont être créés par cette transition ou de gérer l'impact social dans les pans de l'économie affectés

par la transition. Les gestionnaires de portefeuilles doivent tendre à ne plus traiter séparément les facteurs E, S et G, mais à les combiner dans leur analyse de durabilité. Il existe aujourd'hui plusieurs initiatives internationales (comme *Investing in a just transition*) ou locales (comme [L'Institut de la finance durable](#) en France) qui visent à définir les contours de cette nouvelle approche de l'investissement socialement responsable (ISR). Outre l'empreinte carbone, nous allons voir apparaître une empreinte sociale pour les entreprises. Cette intégration nécessite une évaluation des pratiques sociales des entreprises. La création de coalitions d'actionnaires et de méthodes d'analyse systématisées de la transition permettra de poser les bonnes questions et de voter d'une même voix lors des assemblées générales. Les secteurs les plus affectés seront notamment l'agriculture, l'industrie manufacturière, la

construction, le transport et l'énergie. Le secteur automobile, par exemple, devra adapter toute la chaîne de production du thermique vers l'électrique et gérer l'impact sur les populations locales dans les régions fournissant les matières premières pour les batteries.

**« LES GESTIONNAIRES DE PORTEFEUILLES DOIVENT TENDRE À NE PLUS TRAITER SÉPARÉMENT LES FACTEURS E, S ET G, MAIS À LES COMBINER DANS LEUR ANALYSE DE DURABILITÉ. »**

## Pouvoirs publics

# Partie 3 : renforcer l'adhésion citoyenne

Les initiatives politiques se multiplient, mais il reste beaucoup à faire pour concrétiser l'ambition d'une transition juste inscrite dans le droit européen.

## Conventions citoyennes et transition juste

par Clara Pisani-Ferry,  
Ancienne conseillère des coprésidents  
du comité de gouvernance de la  
Convention citoyenne pour le Climat



**La participation des citoyens au processus de transition permet de sensibiliser la population et d'éclairer les choix des gouvernements.**

La transition environnementale suppose des transformations profondes, les politiques environnementales font l'objet d'oppositions entre population et décideurs publics, malgré une conscience climatique de plus en plus remanente. En 2018, le mouvement des gilets jaunes en France découlait ainsi de la contestation de la taxe carbone. Il a également fait émerger une forte critique du système représentatif et une aspiration à une plus grande participation.

En avril 2019, la Convention citoyenne pour le Climat a été élaborée comme une réponse à cette double aspiration. Il s'agissait de demander à 150 citoyens tirés au sort et représentatifs de la diversité de la société française, de formuler des propositions pour parvenir à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans un esprit de

justice sociale. En juin 2020, après 8 mois d'auditions, de débats et de travail collectif, les citoyens ont remis à l'exécutif **149 propositions**. Bien d'autres pays européens (Espagne, Allemagne, Danemark, Finlande, Écosse, Royaume-Uni...) ont mis en place des conventions citoyennes qui peuvent certainement contribuer à dégager un nouveau chemin d'action.

Ces initiatives ont l'immense mérite de faire entendre des voix que l'on n'entend pas ou peu grâce au tirage au sort des participants. Il ne s'agit pas uniquement de leur donner un vote, mais de recueillir leur raisonnement et leur jugement à l'aune des informations reçues et de leur expérience personnelle. Ce qui permet de souligner des

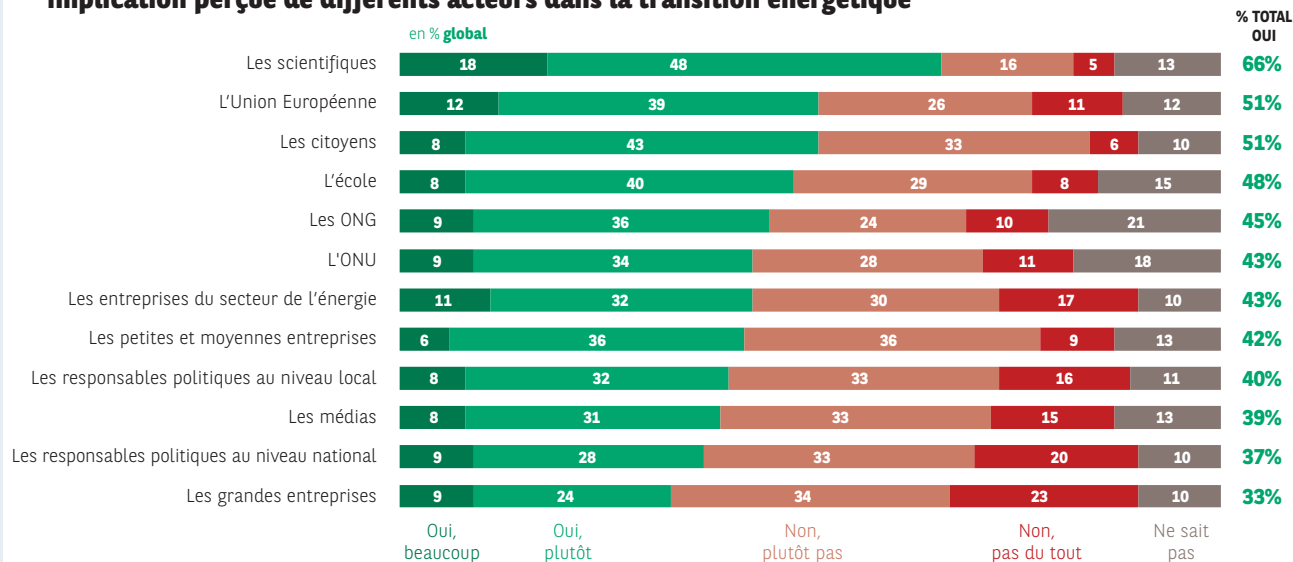
difficultés et des attentes que les responsables politiques oublient parfois.

Ensuite, la transition ne peut être acceptable que si on la comprend. Les conventions citoyennes sont un vecteur puissant de sensibilisation aux enjeux climatiques. Elles sont pensées pour un public non expert (en France, 26% des membres n'avaient pas de diplôme). Elles permettent ainsi de présenter à tous les publics des questions fondamentales et d'ouvrir des débats qui peuvent sembler réservés aux initiés. Cela suppose que les experts se mettent véritablement au service des citoyens, comme en France, et nécessite un important dispositif de communication tourné vers la population. Par exemple à l'occasion d'un débat national sur les enjeux climatiques, à l'image de la **Big Climate Conversation** écossaise de 2019.

En donnant la parole aux citoyens et en mobilisant la population, les conventions citoyennes peuvent accompagner et éclairer les responsables politiques dans la formulation et la mise en œuvre d'une transition juste. Toutefois, si leur composition ressemble au peuple, elles n'en sont pas les représentantes. Seuls les élus ont le dernier mot pour discuter et voter la loi.

**« EN AVRIL 2019, LA CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT A ÉTÉ ÉLABORÉE COMME UNE RÉPONSE À CETTE DOUBLE ASPIRATION. »**

### Implication perçue de différents acteurs dans la transition énergétique







## Assurer une transition juste pour permettre à l'Europe de renforcer son leadership de la décarbonation

par Wilfried Remans,  
Head of NEST coordination  
BNP Paribas



**Le principe de la transition juste est inscrit dans le Pacte vert européen. Il vise à garantir qu'aucune personne ni aucune région ne soit laissée pour compte dans la transition vers la neutralité climatique.**

Dans un contexte de crise énergétique, le concept de transition juste est devenu plus important que jamais. La Commission européenne a proposé plusieurs actions et mesures pour aider les pays et les citoyens de l'UE à faire face aux prix élevés de l'énergie. La transition énergétique dite juste concerne au premier plan les régions liées au charbon et aux hydrocarbures ainsi que les industries et les travailleurs touchés par l'abandon des combustibles fossiles. C'est dans cette optique que la Commission a mis en place [le mécanisme pour une transition juste](#), un outil essentiel pour atténuer l'impact socio-économique de la transition dans les régions les plus touchées. Comme celles qui dépendent de l'extraction ou de la production de combustibles fossiles (tels que le charbon, la

tourbe ou les schistes bitumineux) ou d'activités industrielles à forte intensité carbone (telles que l'acier, le ciment ou les produits chimiques).

Le mécanisme de transition juste inclut un Fonds pour une transition juste ainsi qu'un dispositif spécifique au sein du programme InvestEU et une facilité de prêt au secteur public afin de mobiliser des capitaux publics et privés. Au total, cela représente environ 55 milliards d'euros de financements pour la période 2021-2027. Le mécanisme repose sur des outils existants comme [l'initiative pour les régions charbonnières en transition](#).

Le principal pilier, à savoir le Fonds pour une transition juste, est financé par le budget pluriannuel de l'UE et par l'instrument de relance de l'UE (NextGenerationEU). Le Fonds étant mis en œuvre dans le cadre de la politique de cohésion, ses investissements seront complétés par des cofinancements des États membres. Un financement substantiel est également disponible par le biais du Recovery and Resilience Facility (financée par NextGenerationEU) et d'autres instruments du budget de l'UE. Pour obtenir un soutien dans le cadre du mécanisme de transition juste, les États membres ont élaboré un plan territorial

décrivant le processus de transition national avec un calendrier des principales étapes et son impact socioéconomique pour les territoires les plus affectés. Ces plans ont été approuvés par la Commission dans le cadre de la politique de cohésion et font l'objet d'une gestion partagée entre la Commission et les États membres.

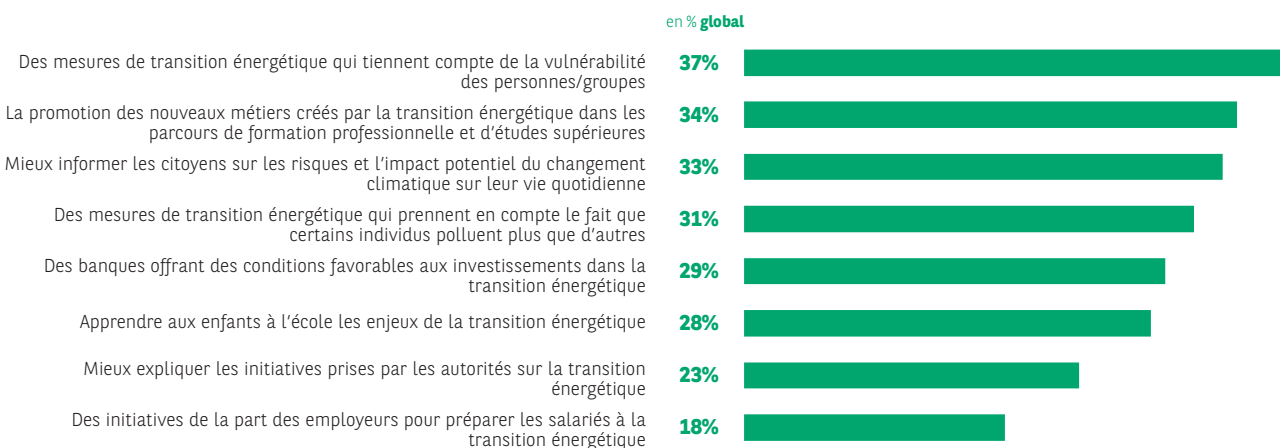
Quelques exemples des projets soutenus par le Fonds pour une transition juste :

- la construction d'une usine d'aimants dans le comté d'Ida-Viru, une région d'Estonie où sont extraits des schistes bitumineux ;
- la transformation de la centrale thermique de Vosuports Jany en une centrale photovoltaïque et éolienne en Slovaquie ;
- la construction d'une école technique verte à Chypre ;
- la modernisation du réseau local de chauffage urbain à Velenje en Slovénie ;
- la solution de décarbonation pour l'industrie verrière en Normandie (France).

Afin d'offrir aux régions touchées la possibilité de développer des industries et des emplois verts, la Commission a adopté en mars 2023 le règlement pour une industrie à zéro émission nette visant à renforcer les capacités de production dans les technologies vertes.

### Mesures à mettre en place pour réaliser une transition énergétique juste

Selon vous, que faudrait-il pour mettre en place une transition énergétique juste qui ne laisse personne de côté ?



## Pouvoirs publics



### Pas de transition environnementale sans adhésion sociale

par **Noam Leandri**,  
Secrétaire général de l'ADEME



**Les contrats à impact permettent de financer des projets innovants combinant enjeux environnementaux et sociaux.**

La mission première de l'ADEME est de permettre à la France d'atteindre la neutralité carbone pour 2050. Il est toutefois évident qu'aucune politique environnementale n'atteindra ses objectifs si elle n'intègre pas les questions de justice et d'équité. Nos études démontrent par exemple qu'une taxe carbone constitue un outil très efficace. Mais elle peut engendrer un important rejet (mouvement des gilets jaunes) si

la taxe n'est pas accompagnée de **mesures sociales** comme compenser les effets entre les ménages et les territoires.

Un autre **enjeu majeur** est l'emploi. Nous devons éviter que les zones dépendantes de la construction automobile (thermique) connaissent le même sort que les bassins miniers autrefois.

Afin de soutenir les solutions innovantes, nous avons développé différents outils comme les **contrats à impact écologique** en collaboration avec BNP Paribas. Concrètement, un tel contrat permet à un porteur de projet à impact positif de se faire financer par des investisseurs privés. Les pouvoirs publics remboursent ensuite les investisseurs au prorata de la

réalisation d'objectifs environnementaux et/ou sociaux.

L'ADEME a par exemple soutenu **L'association ANDES** qui récupère les invendus alimentaires dans les marchés de gros et les distribue ensuite dans son réseau d'épicerie solidaires. Ce qui réduit le gaspillage alimentaire et permet à des ménages modestes de consommer des produits frais. Un autre contrat à impact soutient le **réseau ENVIE Autonomie**, actif dans la réparation de chaises roulantes et autres assistances. Les équipements reconditionnés sont vendus à moitié prix. Ce projet d'économie circulaire revêt un double objectif social : création d'emplois d'insertion pour la réparation et réduire le reste à charge à quasiment zéro pour les patients.



### Le Luxembourg veut impliquer l'ensemble de la population

par **Fenn Faber**,  
Directeur Klima-Agence



**Entre gratuité des transports publics et accompagnement énergétique, le Luxembourg veut permettre à tous les ménages de s'engager dans la transition énergétique.**

Klima-Agence est la structure de promotion de la transition durable au Luxembourg. Elle accompagne à ce titre notamment le programme d'aides étatiques **Klimabonus** visant à promouvoir la rénovation énergétique et la construction durable, les systèmes de chauffage favorisant les énergies renouvelables, les investissements dans le photovoltaïque ainsi qu'une mobilité douce et électrique.

Afin de permettre à tous de s'engager dans la transition vers un habitat durable, une

aide complémentaire pour les projets de rénovation énergétique (aide majorée de 40% à 100%) est prévue pour les bénéficiaires dont le revenu est inférieur à la médiane nationale. Les ménages peuvent également bénéficier d'une subvention d'intérêts et/ou d'une garantie de l'État pour un **prêt climatique**. En matière de mobilité, le Luxembourg est devenu en 2020 le premier pays au monde à mettre en place la gratuité des transports publics dans la totalité du pays pour tous les voyageurs. Klimabonus favorise également l'achat de véhicules électriques ainsi que l'installation de bornes de charge. Et de nombreuses communes offrent des aides complémentaires.

Depuis 2017, Klima-Agence propose aussi un accompagnement personnalisé pour les ménages en situation de précarité énergétique en collaboration avec les offices sociaux des communes luxembourgeoises. Concrètement, cet accompagnement englobe des informations sur les gestes

**« EN MATIÈRE DE MOBILITÉ, LE LUXEMBOURG EST DEvenu EN 2020 LE PREMIER PAYS AU MONDE À METTRE EN PLACE LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS PUBLICS DANS LA TOTALITÉ DU PAYS POUR TOUS LES VOYAGEURS. »**

permettant d'optimiser le comportement énergétique ainsi qu'une feuille de route et des aides pour le remplacement d'appareils électroménagers énergivores. L'objectif aujourd'hui est de rendre ce service plus accessible pour tous les bénéficiaires de l'Allocation de vie chère et de créer des points d'accès supplémentaires en collaboration avec des organismes sociaux.

## Partie 4 : pour une transition juste et mondiale

Les pays occidentaux ont une responsabilité historique dans le changement climatique. Une transition juste passe donc par une aide aux régions qui y sont les plus vulnérables.

### Des partenariats essentiels entre États, institutions financières et acteurs de l'économie réelle

par Jean Lemierre,  
Président du Conseil  
d'administration  
de BNP Paribas



**Les pays du Sud sont voués à être les plus affectés par le changement climatique alors qu'ils ont le moins contribué historiquement aux émissions de gaz à effet de serre.**

Le changement climatique n'affecte pas tous les pays de la même manière. La localisation géographique, la topographie et le niveau de développement rendent les situations hétérogènes face au risque climatique. Des zones déjà confrontées à de fortes moussons verront leurs précipitations augmenter, tandis que les zones sèches comme l'Asie du Sud verront leurs précipitations diminuer. En outre, les marchés émergents ont généralement des niveaux d'assurance plus faibles contre les phénomènes météorologiques, tout en étant tributaires de secteurs vulnérables au climat, comme

l'agriculture. En conséquence, les effets physiques du changement climatique sont susceptibles d'aggraver les inégalités entre pays du Sud et pays occidentaux.

Pour les régions en développement, les petits États insulaires et les pays les moins avancés, le manque de financement reste un obstacle à l'adaptation au réchauffement climatique. La coopération internationale est donc essentielle pour les aider. Les banques, les gouvernements et organisations internationales doivent travailler de concert pour élaborer des dispositifs concrets d'investissement, de financement et d'assistance pour les soutenir.

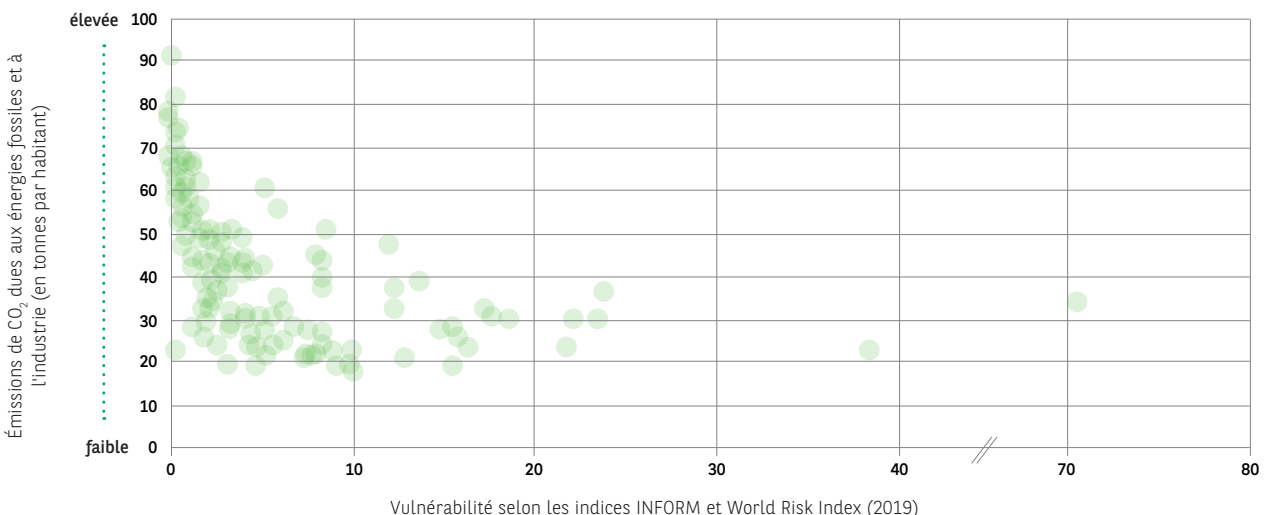
Le [partenariat négocié à la dernière COP entre les pays occidentaux et l'Indonésie](#) est un bon exemple. Il vise à assurer une transition juste du secteur de l'électricité indonésien en soutenant une trajectoire alignée avec les objectifs de l'accord de Paris. Cette aide dont la moitié est issue de financements privés démontre

la complémentarité du public et du privé ainsi que le rôle de catalyseur que peut jouer la finance. D'autres négociations sont d'ailleurs en cours sur [des mécanismes connexes au Sénégal par exemple](#). De tels fonds permettent de répartir le poids de la transition plus équitablement entre les pays pauvres et les pays riches et ainsi de limiter les impacts économiques négatifs de la décarbonation.

Les partenariats entre les États, les institutions financières et les acteurs de l'économie réelle sont essentiels. Pour leur donner une pleine force, nous avons encore besoin de beaucoup de métriques (protection des travailleurs, dialogue social, plan de reconversion, accès à l'énergie, stratégies de transition juste...) pour anticiper toute la contrepartie sociale de la transition à l'échelle du globe. Pas à pas, nous devons progresser vers la mise en œuvre concrète de ces critères essentiels de transition juste.

### Vulnérabilité et responsabilité du changement climatique

Ce graphique met en évidence le fait que les pays les plus exposés au changement climatique sont aussi ceux qui émettent le moins de CO<sub>2</sub>. Le GIEC souligne que de telles disparités sont aussi observables au niveau national, les personnes plus modestes étant généralement plus exposées alors qu'elles émettent moins de gaz à effet de serre. Ce qui renforce la nécessité d'une transition juste.



# Géopolitique

## Les ambitieux plans de transition juste de l'Afrique du Sud

par Rudi Dicks,  
Responsable du Project  
Management Office auprès de la  
présidence sud-africaine



### Le pays vise à créer de nombreux nouveaux emplois grâce à des investissements dans les énergies renouvelables et au développement de secteurs porteurs.

Lors de la COP26, l'Afrique du Sud a conclu un partenariat pour une transition énergétique juste (JETP) avec les gouvernements de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, des États-Unis et de l'UE. Ces derniers se sont engagés à mobiliser un montant initial de 8,5 milliards de dollars par le biais d'une combinaison de subventions et de prêts de politique publique pour soutenir la transition juste en Afrique du Sud.

Le pays a depuis élaboré un plan d'investissement pour une transition énergétique juste (JET-IP) dans le cadre d'un processus à la fois national et local. Ce qui a permis d'évaluer les besoins de financement totaux à près de 1.500 milliards de rands pour les cinq prochaines années, dont plus de 1.000 milliards de rands pour la production d'électricité et les réseaux. L'approbation du JET-IP par les partenaires internationaux lors de la COP27 constitue une étape importante du JETP et témoigne de leur soutien aux plans ambitieux de l'Afrique du Sud en matière de transition juste.

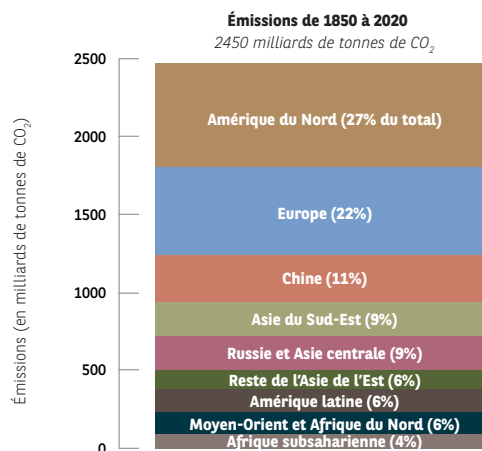
Ces projets engendreront d'importantes créations nettes d'emplois pour les Sud-Africains grâce aux investissements dans les énergies renouvelables et au développement de secteurs porteurs tels que les véhicules électriques et l'hydrogène vert. La transition juste stimulera ainsi l'investissement, la croissance et l'emploi en Afrique du Sud au cours des trois à cinq prochaines années.

En outre, la décarbonation du secteur énergétique sud-africain renforcera la sécurité énergétique du pays, réduira le coût de l'électricité et maintiendra la compétitivité des exportations. Le JET-IP alloue aussi plus de 60 milliards de rands à des programmes ciblés de requalification et de formation dans la province de Mpumalanga ainsi que d'autres formes de soutien. L'objectif du plan est de veiller à ce que la transition juste stimule la croissance économique et le renouveau du Mpumalanga et de l'ensemble du pays, notamment en créant beaucoup d'emplois dans le secteur des véhicules électriques et de l'hydrogène vert. Les travailleurs seront ainsi les principaux bénéficiaires de la transition vers un avenir plus vert.

L'Afrique du Sud continue de s'engager auprès d'un large éventail de bailleurs de fonds potentiels, y compris d'autres pays partenaires, afin de mobiliser des fonds supplémentaires pour soutenir les objectifs du JET-IP.

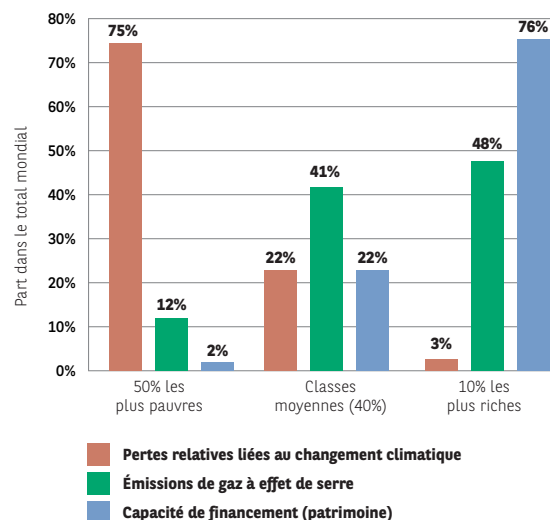
## Responsabilité historique du changement climatique

Depuis 1850 et la deuxième révolution industrielle, l'humanité a émis 2.450 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub>. L'Amérique du Nord et l'Europe représentent près de la moitié de ces émissions qui ont épuisé 89% du budget carbone dans le scénario d'un réchauffement limité à 1,5°C.



## Inégalités climatiques

Les personnes les plus modestes sont à la fois plus vulnérables et moins responsables du changement climatique. Au niveau mondial, les 50% les plus pauvres font ainsi face à 75% des pertes potentielles relatives alors qu'ils ne sont responsables que de 12% des émissions et ne disposent que de peu de moyens (2%) pour agir. Comparativement, les 10% les plus riches sont bien moins exposés et plus susceptibles de financer la transition.



## La transition juste dans les pays en développement

par Elisabeth Hege et Marta Torres Gunfaus,  
Senior Researchers à l'IDDRI



**Même si le concept de transition juste est universel, chaque région du monde fait face à des défis différents dans sa mise en œuvre. Tout particulièrement les pays en développement.**

Les pays en développement disposent généralement de ressources financières limitées pour investir dans les nouvelles technologies et infrastructures nécessaires à la transition durable. En outre, ils dépendent souvent fortement des combustibles fossiles pour leurs besoins énergétiques. Cette dépendance peut compliquer l'adoption de sources d'énergie plus propres et renouvelables.

L'économie sud-africaine dépend depuis longtemps de l'industrie des combustibles fossiles. L'endettement de sa compagnie monopolistique de production d'électricité à base de charbon et le fait qu'un approvisionnement basé sur les énergies renouvelables serait moins coûteux ont ouvert la voie à un plan national de transition. Lors de la COP26, un partenariat pour une transition énergétique juste a été annoncé entre l'Afrique du Sud et un consortium de pays partenaires. L'enveloppe initiale de 8,5 milliards de dollars doit permettre au pays de relever les défis liés à la transition énergétique et de créer de nouvelles opportunités d'emploi pour les personnes actuellement employées dans l'industrie du charbon.

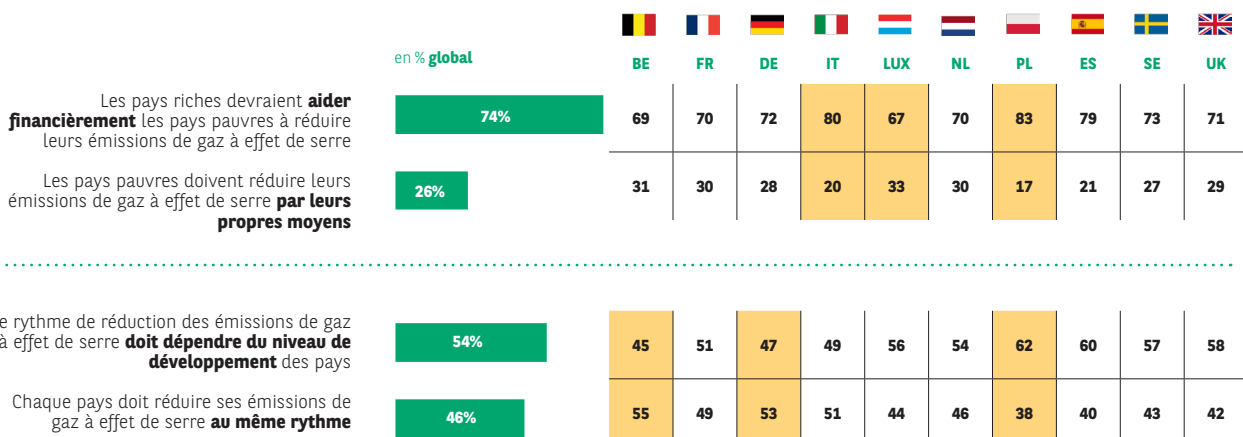
L'Inde est aussi très dépendante des combustibles fossiles, en particulier du charbon, pour ses besoins énergétiques. Le pays s'est fixé des objectifs ambitieux en matière de transition vers les énergies renouvelables. Mais il fait face à de nombreux défis, comme la forte dépendance aux revenus du charbon de certains États, des coûts d'emprunt élevés pour les nouveaux investissements, un accès limité aux financements et un manque d'infrastructures pour soutenir la transition. En outre, la population importante de l'Inde et la demande croissante d'énergie complexifient encore la transition.

Dans de nombreux pays en développement, les discussions autour de la transition juste doivent permettre de forger un récit faisant sens pour la population. Au Sénégal, environ 40% des zones rurales n'ont pas accès à l'électricité. Les énergies renouvelables peuvent jouer un rôle important à cet égard. Dans le même temps, le pays espère exploiter ses ressources en gaz, en particulier pour son processus d'industrialisation et les opportunités d'exportation. Ces dernières semblent actuellement réelles, mais sont plus incertaines à l'avenir si le monde veut atteindre les objectifs de l'accord de Paris.

En Indonésie, le gouvernement a récemment obtenu le soutien de la communauté internationale pour une transition juste. Une partie de la population ne soutient toutefois pas ces efforts et craint que cela ne réduise la capacité du gouvernement à répondre aux besoins de développement.

### Responsabilité et rythme de la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Les émissions de gaz à effet de serre provenant des activités humaines, comme le CO<sub>2</sub>, sont ce qui contribue le plus au changement climatique. Parmi chacune des paires d'affirmations suivantes, laquelle correspond le plus à votre opinion ?





## Pour aller plus loin

# La transition doit être juste et durable

La transition aura d'importantes conséquences économiques, tout particulièrement pour les pays et ménages plus vulnérables.

## Une perspective économique de la transition juste

par William De Vijlder, Group Chief Economist chez BNP Paribas et Antoine Sire, Directeur de l'Engagement d'entreprise chez BNP Paribas



**Antoine Sire, Directeur de l'Engagement d'entreprise, rencontre William De Vijlder, Group Chief Economist pour un éclairage économique de ce que recouvre la transition juste.**

### Antoine Sire : La transition juste est-elle réellement nécessaire ?

William De Vijlder : Absolument ! L'absence de transition n'est certainement pas juste, car les personnes situées au bas de l'échelle des revenus seraient bien plus affectées par un statu quo que celles qui sont plus favorisées. Pour dire les choses crûment, les personnes aisées peuvent se permettre d'acheter des climatiseurs et des véhicules électriques ; celles qui n'en ont pas les moyens souffriront du changement climatique. Il est donc essentiel que nous mettions en œuvre une transition et qu'elle soit juste.

### Comment les économistes considèrent-ils la transition juste ?

De nombreuses études et recherches universitaires ont été menées sur le sujet, en particulier au cours des dernières années. Les conséquences économiques de la transition juste posent un véritable défi. L'un des problèmes majeurs est qu'il est difficile pour les pays dont le niveau de vie est plus bas de mettre en œuvre un modèle de croissance efficace sur le plan énergétique. Cela nécessite un flux de financements des économies développées vers celles en développement afin de les aider à effectuer la transition.

### Les gouvernements en font-ils assez pour soutenir la transition juste ?

D'un point de vue politique, je crains que les gouvernements n'accordent pas suffisamment d'attention aux conséquences de la transition. Pour que la transition fonctionne, elle doit nous mener vers un monde durable. Une transition durable signifie qu'elle doit

être acceptée par la société. Si elle n'est pas accompagnée de façon adéquate, la transition risque d'entraîner un retour de manivelle. Les gouvernements doivent jouer leur rôle en veillant à ce que les incitations, les orientations et les mécanismes de

tarification appropriés soient mis en place pour réaliser les ambitions de la transition et garantir un mode de vie plus sobre.

### Pourquoi les ménages à faibles revenus sont-ils davantage affectés par la transition ?

Après une succession de crises, dont la dernière en date est la pandémie, un nouveau choc se profile à l'horizon : la transition énergétique. Elle peut se traduire par l'obligation d'acheter une voiture électrique ou hybride, des prix plus élevés pour les biens en raison de la taxe carbone ou l'augmentation des loyers, car les propriétaires ont dû rénover le logement pour le rendre plus efficace sur le plan énergétique.

### Comment les banques peuvent-elles contribuer à une transition juste ?

Le secteur financier a un rôle clé à jouer dans l'accompagnement de leurs clients tout au long de la transition. Il peut offrir de la transparence en termes d'information et une aide pratique en ce qui concerne les conditions de crédit. Les banques peuvent informer leurs clients sur les bonnes mesures à prendre et les subventions disponibles. Par exemple, elles pourraient indiquer aux personnes disposant d'un très vieux réfrigérateur que l'achat d'un neuf pourrait être rentabilisé assez rapidement. Les investissements permettent de générer des gains financiers et en termes d'efficacité énergétique.

### Quelles autres actions innovantes peuvent contribuer à une transition juste ?

Les gouvernements pourraient émettre des chèques dépendants des revenus pour stimuler les investissements liés à la transition énergétique. Les ménages à faibles revenus pourraient utiliser leurs chèques pour par exemple installer des panneaux solaires, ou les revendre à des ménages à revenus plus élevés. Les gouvernements pourraient aller encore plus loin. Ils pourraient réinjecter le produit des taxes sur le carbone dans l'économie au profit de certains acteurs, tels que les ménages à faibles revenus ou les petites entreprises. Ils pourraient également élaborer des politiques visant à aider spécifiquement les ménages à faibles revenus, par exemple en appliquant un taux d'intérêt plus bas.

### Quel sera l'impact de la transition juste sur l'emploi ?

Elle aura un impact important sur le marché du travail, en particulier au niveau sectoriel. Les secteurs et activités avec une importante empreinte carbone devront s'adapter ou verront la demande diminuer, ce qui aura un impact sur les travailleurs. Par ailleurs, des investissements considérables sont nécessaires (énergies alternatives, infrastructures, efficacité énergétique des bâtiments, etc.), ce qui nécessitera de nouvelles compétences et la création de nouvelles opportunités d'emplois.

**« POUR QUE LA TRANSITION FONCTIONNE, ELLE DOIT NOUS MENER VERS UN MONDE DURABLE. UNE TRANSITION DURABLE SIGNIFIE QU'ELLE DOIT ÊTRE ACCEPTÉE PAR LA SOCIÉTÉ. »**

## Colophon

Nous remercions l'ensemble des collaborateurs de BNP Paribas et des partenaires qui ont contribué à la production de ce rapport.

### Directeur du comité éditorial

Antoine Sire

### Conception et édition

NEST Coordination Team

### Conception, création et production

sQills

### Rédaction

NEST Coordination Team & sQills

### Chef de projet

Grégoire Lusson

## Sources

Vingt ans de plans sociaux dans l'industrie : quels enseignements pour la transition écologique ?, CEPII, 2023

How Just Transition Can Help Deliver the Paris Agreement, UNDP, 2022

Inflation Reduction Act Advances Environmental Justice, White House, Statement, 2022

Investing in renewable energy to power a just transition, Business and Human Rights Resource Center, 2022

Just Transition Finance Tool for banking and investing activities, OIT et The Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 2022

"Just Transition" Visions: An Analysis of the Perception of the Belgian Actors, ULB, 2022

Partenariats pour une transition énergétique juste : peuvent-ils vraiment faire la différence, et comment ?, IDDRI, 2022

Sustainable Industries Barometer, CSR Europe-Moody's, 2022

World Trade Report 2022, World Trade Organization, 2022

From the grand to the granular: Translating just transition ambitions into investor action, The Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 2021

Just Energy Transition, Council for Inclusive Capitalism, 2021

Just Transition Assessment 2021, World Benchmarking Alliance, 2021

La transition juste en Europe : mesurer pour évoluer, IWEPS, 2021

Translating just transition ambitions into investor action, The Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, 2021

Just Transitions for All - Business, Human Rights, and Climate Action, IHRB, 2020

La transition juste : un nouvel âge de l'économie et de l'environnement, Eloi Laurent, 2020, OFCE

Making a Just Transition: The Roadmap of the Paris Financial Center, Finance for Tomorrow, 2020

Just Transition: A business guide, Just transition Center, 2018

Just Transition: A report for the OECD, Just transition Center, 2017

Guidelines for a Just Transition, OIT, 2015

La stratégie syndicale d'une « transition juste » vers une économie durable, Mouvements, 2014

**Exclusion de responsabilité** - Cette publication a été réalisée par BNP Paribas à titre informatif uniquement. Les opinions exprimées sont des points de vue personnels et BNP Paribas ne peut être tenu pour responsable de toute conséquence résultant de leur utilisation. Bien que les informations aient été obtenues de sources que BNP Paribas considère comme fiables, elles n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. Les informations et opinions fournies ne constituent pas une recommandation, une sollicitation ou une offre de BNP Paribas ou de ses partenaires, et ne doivent pas être considérées comme un conseil en matière d'investissement, de fiscalité, de droit, de comptabilité ou autres.

© BNP PARIBAS. Tous droits réservés.

Pour toute question ou feedback, merci de contacter [group.nest@bnpparibas.com](mailto:group.nest@bnpparibas.com).



# Les cinq leviers des banques pour une transition juste

Les banques ont un rôle clé à jouer dans la transition juste, car elles disposent de moyens financiers, humains et technologiques pour accompagner les individus et entreprises dans leur transition. Concrètement, elles peuvent actionner les cinq leviers suivants.

1

## Financement de projets ES(G) sur mesure :

fournir des financements pour les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les transports propres. Il est essentiel de développer des offres sur mesure pour les ménages précaires. Ce qui contribuera aussi à créer des emplois dans des secteurs en croissance.

2

## Conseil et accompagnement :

aider leurs clients à y voir plus clair dans les offres des entreprises et les subventions des pouvoirs publics. Ce qui rendra les principaux aspects de la transition (logement, mobilité, achats du quotidien) plus accessibles, surtout pour les ménages plus modestes.

3

## Promotion de produits financiers durables :

promouvoir des produits financiers durables (prêts et investissements verts, offres de leasing...) pour encourager les individus et entreprises à adopter des pratiques plus durables et sobres. Cette démarche doit intégrer des critères sociaux afin de permettre aux populations vulnérables d'y avoir accès.

4

## Engagement avec les parties prenantes :

instaurer un dialogue avec les parties prenantes, y compris les organisations de la société civile et les communautés locales. Ce qui permettra au secteur financier de mieux comprendre les besoins et les préoccupations des différentes parties et de développer des solutions inclusives.

5

## Formation et développement des compétences :

contribuer à renouveler et à développer les compétences des travailleurs affectés par la transition verte. Pour ce faire, les banques peuvent financer des programmes de formation et de reconversion professionnelle pour les travailleurs des secteurs en déclin.

## Pour aller plus loin

FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE AVEC UN IMPACT SOCIAL POSITIF (ANGLAIS)



MÉCANISME DE FINANCEMENT DE LA TRANSITION JUSTE (ANGLAIS)



## À suivre dans les prochains mois :

QUATRIÈME TRIMESTRE 2023  
L'ISSB ANNONCERA PLUSIEURS INITIATIVES POUR FAIRE AVANCER LES TRAVAUX SUR LA TRANSITION JUSTE



QUATRIÈME TRIMESTRE 2023  
L'OIT PUBLIERA UN GUIDE POUR LE FINANCEMENT D'UNE TRANSITION JUSTE DANS LES SECTEURS DE LA BANQUE ET DE L'ASSURANCE EN PARTENARIAT AVEC L'UNEP



CONSULTEZ  
LE RAPPORT  
COMPLET ICI

